



Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010058489

TA 467

17  
1882

*Don des auteurs. 1932.*

Abbé J.-E. TAMINI  
Abbé Séraphin PANNATIER,  
curé de Port-Valais.

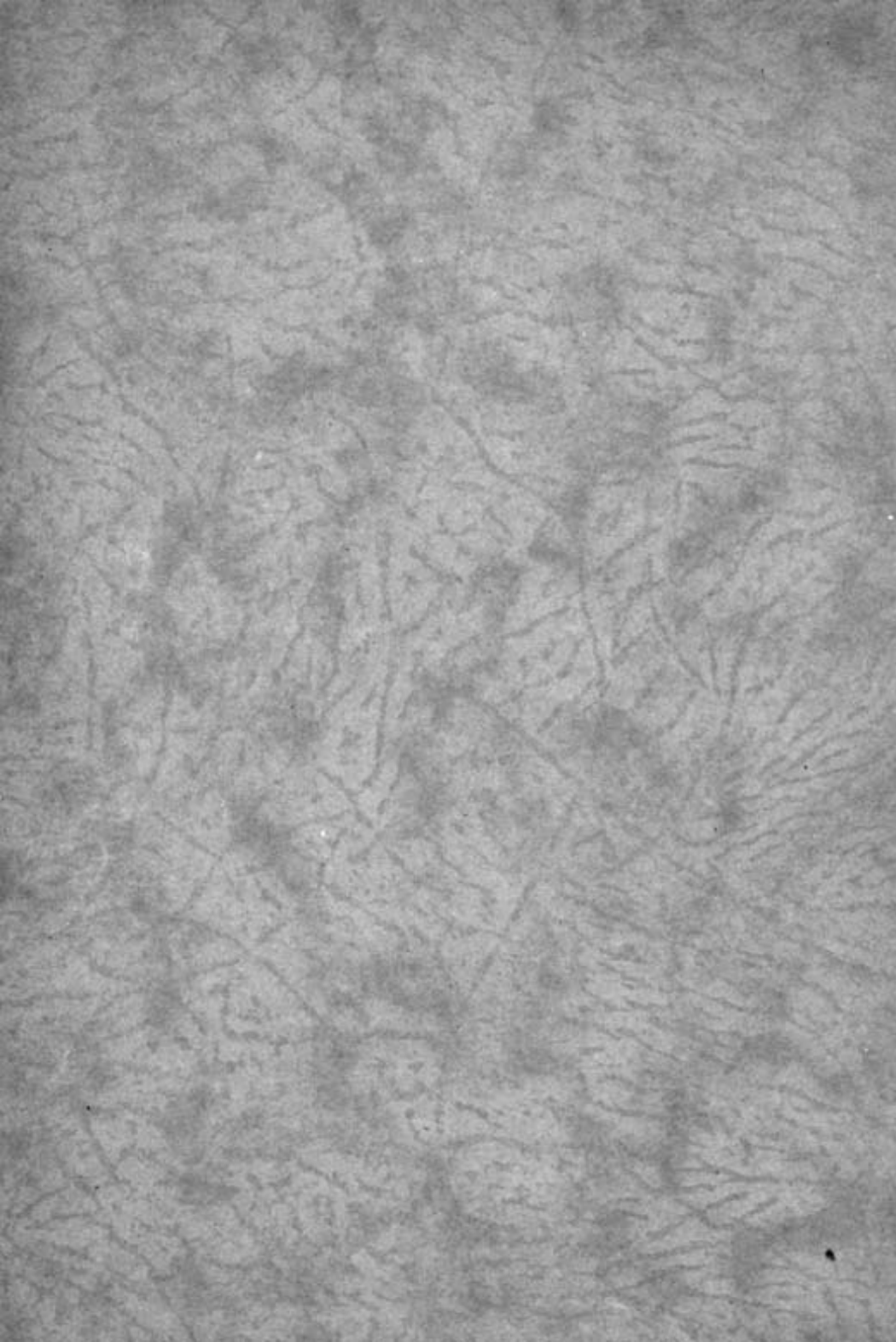
# ESSAI D'HISTOIRE DE PORT-VALAIS

*m, 2.*



Avec l'autorisation de l'Ordinaire





# ESSAI D'HISTOIRE DE PORT-VALAIS





1776







Eglise de Port-Valais

Abbé J.-E. TAMINI  
Abbé Séraphin PANNATIER,  
curé de Port-Valais.

# ESSAI D'HISTOIRE DE PORT-VALAIS



ST-MAURICE — IMPRIMERIE ST-AUGUSTIN.

— 1931 —

TA 1102



Hommage respectueux

à

***Monsieur le Chanoine Germain Bridy,***

ancien Curé de Port-Valais



# Essai d'Histoire de Port-Valais

---

## INTRODUCTION

---

Situé au débouché de la vallée du Rhône, au pied du Grammont, sur la route des Allobroges, notre localité de Port-Valais occupait une position stratégique. De là, son importance comme pays frontière.

Sentinelle avancée, à la « Tête du Lac », elle le domine encore de loin après avoir vu ses flots écumants expirer contre ses flancs. Notre idyllique colline de Port-Valais possède une histoire intéressante. Tour à tour prieuré, châtellesnie, commune indépendante, son histoire excite la curiosité de qui tient un tantinet aux personnes et aux choses d'antan, et tente de soulever le voile du lointain passé.

**Division :** Pour faciliter l'étude de ces pages, nous les diviserons en quatre sections :

- I. Port-Valais, prieuré de l'abbaye de S. Michel de Cluse, sous la Savoie (1475).
- II. Port-Valais châtellesnie sous le gouvernement de Monthey, sous le Haut-Valais (1479-1798).
- III. Port-Valais commune indépendante depuis 1798.
- IV. Histoire de l'église de Port-Valais.

Nous demande-t-on où nous avons puisé nos renseignements, nous citons :

1. Abbé Gremaud (Documents relatifs à l'histoire du Valais), 8 vol.
2. Chartes sédunoises.
3. Chanoine Anne-Marie de Rivaz.
4. Chanoine Boccard (Histoire du Valais).
5. P. Capucin Furrer (Histoire statistique, et documents sur le Valais)
6. Abbé Rameau (Châteaux du Valais et manuscrits).
7. Chanoine Grenat (Histoire moderne du Valais).
8. Hilaire Gay (Histoire du Valais).
9. Ribordy (Documents pouvant servir à l'histoire du Valais).
10. Chanoine Inesch (Abscheide).
11. Hoppeler (Contributions à l'histoire du Bas-Valais).
12. Archives de l'Abbaye de St-Maurice.

Les lecteurs trouveront dans ces pages des vues personnelles et neuves. Nous les soumettons à leurs réflexions bienveillantes, reconnaissant que nous serons, à quiconque nous aidera à combler des lacunes inévitables et même à redresser des inexactitudes...

---



## SECTION I.

Port-Valais sous la Savoie 1100-1536.

### CHAPITRE I.

#### Temps primitifs.

Une chose frappe, celui qui étudie l'histoire de notre commune, Port-Valais, se trouve à une forte demi-heure du Léman. Pourtant, comme son nom l'indique, il servait de port sur le lac du côté du Valais. L'eau devait couvrir la plaine occupée actuellement par les territoires des Evouettes, de Ches-sel, de Noville, de Crebelley, du Bouveret et des environs. Malgré soi, l'on songe, à la vue de la configuration du sol, à un éboulement dans le passé, à une effroyable catastrophe, sur la nature de laquelle les historiens ne s'accordent pas encore.

« En 563, la montagne du « Tauredunum », en Valais, s'écroula subitement, ensevelissant un bourg avec ses habitants », rapporte Marius, évêque d'Avenches.

« Le Rhône, dont les matériaux barrèrent un moment le cours, submergea les rives de la vallée supérieure, entraînant sur son passage personnes, bestiaux, édifices, tout jusqu'à Genève, remarque en 574, Grégoire de Tours, contemporain du triste événement. » (1)

Où situer le « Tauredunum » ?

Les historiens valaisans, désignaient le Bois-Noir comme le lieu de l'éboulement, notamment, le Père **Berodi**. Il affirme que la ville d'Epône disparut, et que la descente du Jorat identifié par lui avec le « Tauredunum », fit reculer le Rhône contre le mont de Lavey-Morcles.

Reprenant la question au XIX siècle, les savants ne s'accordent point sur l'emplacement du « Tauredunum ».

---

(1) Grem. I. 9.

Ainsi, le doyen Bridel, de Montreux, plaça la débâcle, à la « Derotzia », arête orientale du Grammont, au-dessus de la « Porte du Scex. » Les témoignages ne conviennent pas à Port-Valais, car son territoire, comme « Tête du Lac » se trouvant sous l'eau, ne pouvait renfermer une localité.

Toutefois, rien n'empêche que le cataclysme, puisqu'on l'attribue à un tremblement de terre, n'ait produit un effet désastreux sur les deux points en question, au Bois-Noir et à Port-Valais.

Voilà une question à débattre entre savants...

Quelle que soit la solution du problème du « Tauredunum », un fait s'impose. La plaine qui s'étend actuellement de la Porte-du-Scex au lac, paraît de formation plus récente, et par suite, son histoire est moins ancienne. La géographie d'autrefois, assurément, mentionne la route des Allobroges, partant de Massongex pour conduire en Savoie. Elle devait longer le lac au pied du mont. En 58 avant Jésus-Christ, après la défaite d'Octodure, Galba, lieutenant de César, la suivit à la tête de ses troupes en retraite. (1)

Pourtant la découverte à Port-Valais d'objets antiques et de monnaies romaines ne saurait faire abandonner l'idée d'un éboulement, cela d'autant moins que la configuration du vignoble des Evouettes resterait sans explication. Il y a là un remarquable cône de déjection que de simples alluvions auraient difficilement pu former.

## — EVOUETTES & BOUVERET —

Quant aux noms d'Evouettes et de Bouveret, ils n'apparaissent dans nos chartes qu'au XIV<sup>e</sup> siècle. Celui de Bouveret, au lieu et place « d'Eydier » ou « Heydiez » ne se lit qu'au XVI<sup>e</sup> siècle. L'origine de ce nom est très incertaine.

Voici une explication plausible ce me semble : Bouveret dériverait du latin « Boveretum » pâturage pour les bœufs (2) Selon d'autres, les bateliers auraient baptisé Eydiez, du nom de Bouveret, parce qu'au bout du lac l'on doit

---

(1) César, Commentaires, liv. 3.

(2) Dr Meyer.

en vieux français, « virer » tourner, « Boutviret ». Si l'on ne peut rien affirmer de certain sur le nom de Bouveret, il n'y a aucun risque à croire que le nom vient d'Evouettes de ce qu'en cet endroit les sources sortent nombreuses. Dans la langue indigène, eau se prononce « évoué » et Evouettes signifierait petites sources.

Si la réserve s'impose sur la formation des villages des Evouettes et du Bouveret, il n'en reste pas moins certain que Port-Valais connut des habitants déjà sous la domination romaine.

Dans ce cas, il ne s'agit que de la partie ferme, appelée communément « colline de Port-Valais », prolongement de l'arête de Chalavorneyres. Port-Valais, devenu communauté, cultiva les terres d'éboulement aux Evouettes, pour former le vignoble qui fait l'orgueil des gens du pays, et disputa les marais aux alluvions du Rhône, pour former un nouveau port sur le Léman.

---

## CHAPITRE 2.

### La féodalité.

Notre commune vécut aussi sous la féodalité. Or, le régime féodal consistait surtout dans l'hérédité des droits et des charges. Le seigneur accordait protection à ses vassaux, et mettait des terres à leur disposition. Par contre, ces derniers devaient à celui dont ils relevaient « l'hommage lige » ou reconnaissance de ses droits, des redevances, des prestations, des dîmes, des corvées, et un « plaît » au changement du seigneur ou du vassal ou même des deux.

A Port-Valais, nous trouvons, au moyen-âge, tous des éléments de la féodalité : -Le comte savoyard, comme souverain; les comtes de Genevois, les chevaliers de la Tour de Vevey, et surtout le prieur, comme seigneurs de l'endroit sous la suzeraineté de la Savoie (1).

D'autre part, l'on rencontrait des serfs attachés à la terre, « taillables » tout court et « taillables à merci », mais surtout des mains-mortables qui tenaient en fief des terres et des droits du seigneur-prieur et d'autres seigneurs laïcs. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, la condition de la « main-morte » apparaît pénible. Ceux qui s'y trouvaient astreints, ne pouvaient se marier qu'avec des gens de leur classe, serfs du même maître. De plus, ils demeuraient incapables de tester à volonté, et s'ils venaient à mourir sans héritiers directs, leurs biens allaient, non à leurs parents ascendants ou collatéraux, mais au seigneur.

Voilà qui rendait bien fâcheux l'état de ces infortunés en cas de maladie. On n'osait s'approcher de leur chevet pour les soigner, par crainte de soulever les soupçons du seigneur-héritier. Dans la trame de ce récit, nous constaterons, que le souverain, et aussi le seigneur-prieur, sauront relâcher quelques-uns de leurs droits. Ils comprenaient, en effet, la dure condition de leurs administrés, et montrèrent certainement de la justice et de la condescendance envers eux.

---

(1) Grem. I.-II. passim.

Le prieur, en particulier, en 1420, traita ses sujets avec bonté (1). Aucune trace, dans les actes, de difficultés surgies entre ce dignitaire ecclésiastique et ses gens. L'on se sent donc en droit de conclure que, dans notre humble localité, l'administration de l'abbé de Saint-Michel de Cluse, satisfaisait pleinement les vassaux de Port-Valais. « Il fait bon vivre sous la crosse ! », disait un proverbe moyenageux, qui se justifiait un peu partout, du reste.

---

(1) Grem. VII. 553.

### CHAPITRE 3.

#### La Maison de Savoie.

L'antique famille qui occupe le trône d'Italie, reconnaît comme fondateur Humbert aux Blanches Mains, comte d'Aoste depuis 1022, et de Maurienne vers 1034. Par une alliance avec une comtesse possessionnée en Valais, probablement une de Lenzbourg, famille alliée aux comtes de Granges, mais plus encore par le rôle de premier ordre joué à la mort de Rodolphe III, dernier roi de Bourgogne, en 1032 (1), cet Humbert prit une place en vue dans notre pays. Ses successeurs maîtres du Chablais et ducs de Savoie, depuis 1416, consolidèrent encore cette position en faisant accepter lentement leur autorité dans le Bas-Valais et le pays de Vaud. De ce fait, Port-Valais, situé à la « Tête du Lac » en Chablais, reconnaissait le prince savoyard en qualité de suzerain.

Au-dessous du comte souverain, il fallait certes distinguer des seigneurs locaux, qui possédaient des domaines et des droits sur notre territoire.

Ainsi le 13 avril 1250, Pierre de Savoie, apanagiste de la vallée inférieure du Rhône, après le décès de son frère Aymon, acquit l'avouerie de Port-Valais de Philippe II, seigneur de la Tour de Vevey, qui la tenait lui-même en fief des comtes de Genevois (2).

Cette fonction d'avoué faisait protectrice du prieuré de Port-Valais, la Savoie qui s'engageait à défendre ses gens contre tous leurs agresseurs. Par contre, le territoire protégé devait, dans la personne de son prieur, à l'avoué, une prestation annuelle, soit 10 chapons et un droit de brennerie ou de bréverie. Ces avantages qui appartenaient aux de La Tour de Vevey, ayant-cause des nobles de Genevois, pas-

---

(1) de Rivaz.

(2) Grem. I. 462.

sèrent en 1250 par vente à la Savoie, représentée en l'espèce par le châtelain de Chillon, dont relevaient aussi Vouvry et Vionnaz dans nos régions (1).

Le château de Chillon, devait protection à tous les vassaux de son ressort, et en particulier aux habitants de Port-Valais en vertu du précédent achat par la Savoie. Notre seigneurie payait en retour annuellement au château-fort 20 sols genevois de redevance, plus un chapon et 2 deniers de brennerie, pour l'entretien de la meute du comte, quand il venait à la chasse dans les environs, entre la Saint-Michel et la Toussaint (2). Ceci sans préjudice des redevances du prieuré lui-même.

Ces usages durèrent jusqu'à la prise du Chillon par les Bernois en 1536.

---

(1) Comptes de Chillon à Turin.

(2) Comptes de Turin.

## CHAPITRE 4.

### **L'abbaye de Saint-Michel de Cluse, seigneur temporel de Port-Valais.**

Autrefois, surtout vers l'an mille, où les gens envisageaient la fin du monde comme prochaine, les familles nobles avaient pris l'habitude de donner des terres et de confier les églises à des couvents.

De même que Vionnaz avait passé au prieuré de Lutry, dépendant de l'abbaye de Savigny, près de Lyon, Port-Valais alla à l'abbaye de Saint-Michel de Cluse près de Turin. Nous constatons ce dernier fait par la confirmation du Pape Innocent III, du 13 avril 1216, reconnaissant à l'abbé de ce monastère et à ses confrères l'église de Port-Valais, dans le diocèse de Sion (1).

Par qui ce don fut-il fait au monastère bénédictin ? Jusqu'ici, aucun document ne le dit absolument. Pourtant, on arrive à l'établir par déduction.

Dans l'acte de cession de Port-Valais à la Savoie, par les chevaliers de La Tour de Vevey, nous lisons que le vendeur, Philippe de la Tour tenait ses droits en fief des comtes de Genevois. Voilà, certes, une indication. Nous savons d'autre part, que ces mêmes comtes de Genevois cédèrent également au couvent de Cluse le prieuré de Chamonix, en Faucigny, ainsi que celui de Burier, près de Montreux. On peut dès lors regarder les mêmes dynastes de Genevois possessionnés à Port-Valais, comme les auteurs de cette donation à Saint-Michel, qui rendit cette abbaye seigneur temporel de l'endroit et patronne de son église. Cette dernière conclusion semble confirmée par cet autre fait, que les redevances de Port-Valais au château de Chillon se faisaient encore au XV siècle en monnaie genevoise.

Or, à l'effet d'administrer notre territoire au spirituel comme au temporel, le monastère envoyait primitivement

---

(1) Grem. V. 425, Grem. I. 462. Hoppeler.



des religieux, puisque le titulaire portait le nom de prieur, signifiant le premier par préséance, ce qui se justifie pour le Val d'Illiez et Lœtschen. Plus tard, on ne relève que la présence du titulaire seul.

Un acte de 1293. cite des feudataires du prieuré de Port-Valais (Porvales) avec les noms des procureurs du prieur Pierre. Cette charte laisserait croire que le prieur en titre n'observait pas toujours la résidence. (1).

Le vénérable Jean de la Fléchère, prieur de Port-Valais, fait le 24 janvier 1429, en son nom et en celui de son prieur, un accord avec ses administrés concernant la main-morte, accord renouvelé le 24 janvier 1439, le tout à transmettre à l'approbation du Révérendissime abbé de St-Michel de Cluse. (2)

### **Droits du Prieur de Port-Valais, seigneur temporel.**

Jusqu'au milieu du XV siècle, l'abbaye de St-Michel de Cluse avait administré Port-Valais par ses propres religieux; depuis, nous trouvons aussi, comme titulaires du prieuré, des commendataires. Ainsi, le révérend Urbain d'Ivorne, Claude du Greillaco, du monastère d'Aya, en Piémont, puis évêque de Lausanne, Aymon de Montfaucon, Félix, son neveu, Georges de Praz, des séculiers s'intitulent « prieurs commendataires perpétuels de Port-Valais » (3).

Ce dernier, essaya de résigner ses fonctions et ses droits, en faveur de Louis Moudallaz, protonotaire, mais il dut céder le prieuré à l'Etat du Valais, en 1570, comme nous le verrons dans la II<sup>e</sup> Section (4).

Une reconnaissance du 27 octobre 1556, passée par Ulrich Chablez, fils de Jacques, de Port-Valais, sous le dernier prieur Georges de Prez, permet de se faire une idée de ses avantages.

---

(1) Grem. II. 442.

(2) Grem. VII.

(3) de Rivaz.

(4 et 5) archives cantonales du Valais.

1. Le prieur possède l'omnimode juridiction, excepté le dernier supplice, réservé au souverain, représenté par le châtelain de Chillon,
2. Les biens situés sur le territoire de Port-Valais restent sous la servitude de la « main-morte ».
3. Qui abat un porc, lui en doit les cutes.
4. Tout faisant feu fait deux journées de corvée, à la requête du prieuré.
5. Celui-ci prélève la dime sur les champs, même sur ceux transformés en prairies.
6. Il avait droit, pendant un jour entier à tout le lait de la montagne de la « Derotzia », où les habitants de l'endroit devaient alper tout leur bétail, à moins d'une permission du prieur.
7. Les biens des décédés sans enfants légitimes revenaient au prieur (1).

Il est à remarquer que les franchises accordées, le 24 janvier 1429 et 1439, par le prieur Jean de la Fléchère, atténueront la rigueur de cette dernière clause, et permettront aux pères et mères, aïeux, enfants, frères et sœurs et cousins germains, vivant ensemble, de se succéder réciproquement dans tous leurs biens, sinon en partie, dans le cas où ils ne cohabitent pas.

### Où résidait le prieur ?

A s'en tenir à la tradition, il demeurait sur la colline de Port-Valais. Cette croyance se justifie d'ailleurs aisément par la présence de murs anciens. Dans la forêt qui domine du côté du lac, on remarque encore de nos jours des vestiges d'un ancien portail seigneurial. L'histoire et la position géographique semblent bien corroborer la tradition...

Quoi qu'il en soit, cette demeure devait renfermer le logement des religieux et... une cour de justice.

---

(1) de Rivaz, archives cantonales.

## CHAPITRE 5.

### Les autres seigneurs de Port-Valais.

Situé dans le Vieux Chablais, ou comté de la « Tête du Lac », Port-Valais reconnaissait les comtes de Savoie comme ses souverains. Néanmoins, il existait en outre des seigneurs locaux, parmi lesquels les comtes de Genevois, les nobles de la Tour, les de Martigny et le prieur de l'endroit.

1. La Maison de Genevois, régna sur Genève pendant quatre siècles, de 1000 à 1400. Elle eut des possessions dans tous les environs : le pays de Vaud, le Chablais, etc., détenait plusieurs avoueries, entre autres, celles de l'évêché de Lausanne, de Burier, et du prieuré de Port-Valais.

En lutte avec Pierre de Savoie, elle finit par devenir sa vassale en 1265. Les comtes de cette Maison s'éteignirent vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, laissant leurs domaines passer entre les mains d'Amédée VIII de Savoie, qui les acquit de leurs héritiers.

Ces dynastes de Genevois possédaient des droits sur Vevey, Port-Valais et dans tous les alentours. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, ils inféodèrent notre territoire aux nobles de la Tour de Vevey. Aymon, fils du comte Gérold (1032) et son successeur dans le comté, fonda le prieuré de Chamonix qu'il donna à l'abbaye de S. Michel de Cluse, vers 1080. Comme ce dernier monastère possédait le prieuré de Port-Valais, et que la maison de Genevois avait des possessions dans nos parages, entr'autres l'avouerie de Port-Valais, ne convient-il pas d'attribuer la donation de notre église à S. Michel de Cluse par les sires de Genevois, bienfaiteurs de tant de couvents ?

Des comtes de Genevois, Port-Valais passa aux nobles de la Tour de Vevey, par inféodation avant 1250. Les chevaliers de la Tour de Peilz ou simplement, Tour de Vevey, apparaissent au XII<sup>e</sup> siècle, Philippe I, en 1160, Guillaume en 1228, Philippe II en 1248. (Dictionnaire vaudois). Ils tenaient en fief des comtes de Genevois, l'avouerie de Port-

Valais, avec la pêche sur le lac, la propriété des îles, à l'embouchure du fleuve, et des forêts restées en partie à la seigneurie de la Tour. Une part, avec ses communaux, reviendra à la communauté de Port-Valais, l'autre demeurera à la Tour de Peilz.

En 1250, le prédit noble Philippe II de la Tour de Vevey, remit à Pierre de Savoie, l'avouerie de Port-Valais, avec le droit de pêcher sur le Rhône, pour 300 livres lausannoises, se réservant certains avantages, sur les pâturages, les communaux qui, dans la suite, échurent aux habitants de Port-Valais et à ceux de la Tour de Peilz (1).

---

(1) Grem. I.

## CHAPITRE 6.

### L'administration de la justice.

Au moyen-âge, la vallée du Rhône ressemblait à une énorme mosaïque ; elle se trouvait divisée en nombre de juridictions enchevêtrées les unes dans les autres. En **première instance**, la justice relevait du seigneur de l'endroit, de qui ressortissaient vassal, homme libre et serf. Cet état de choses créait parfois des difficultés et soulevait des conflits, d'autant plus que certains « taillables » (contribuables) dépendaient à la fois de divers seigneurs.

De ce fait, à Port-Valais, c'était le prieur qui administrait la justice, par lui-même ou par son remplaçant, qui aurait porté le nom de « métral ». Les nobles de « la Tour de Vevey » exercèrent aussi entr'autres la charge de juge.

Le seigneur avait à cet effet, sa cour de justice, avec son personnel : le curial ou greffier, etc.

A la nouvelle d'un méfait commis, le seigneur recherchait et enfermait le coupable, levait et entendait les témoins, portait la sentence, sous forme de « bans » ou amendes, infligeait les arrêts de la détention, condamnait même à la peine capitale. Ainsi, le prieur de Port-Valais, seigneur temporel de l'endroit, exerçait ces fonctions de juge. Toutefois, si le coupable avait mérité la peine de mort pour trahison, homicide, incendie, le prieur prononçait la sentence, puis remettait le coupable entre les mains du châtelain de Chillon chargé de l'exécution. Pareil droit appartenait aux de la Tour de Vevey sur leurs administrés, qu'ils conduisaient probablement au château voisin de Vevey, où ils tenaient cour de justice (1).

En **seconde instance**, la justice allait au **juge-mage** du Chablais, résidant souvent à St-Maurice. Ce magistrat, était chargé de la justice en appel pour tout le baillage, jus-

---

(1) Comptes de Chillon à Turin.

qu'à Martigny. Celui-ci avec d'autres officiers, parcouraient le pays, à certaines époques de l'année, entendaient les plaintes, revoyaient les causes, redressaient les torts, rendaient à tous enfin bonne justice. Nous possédons la liste de ces **juges-mages**. Si leur jugement ne satisfaisait pas encore les parties, il restait aux lésés. la **faculté de recourir au prince savoyard** lui-même ou à son conseil à Chambéry (1).

De la sorte, chacun possédait les moyens d'obtenir justice. Cette législation, assurément, paraît plus sévère que celle qui nous régit. Mais, pour la juger, il faut la placer dans son milieu, dans les circonstances de temps et de lieu qui l'ont suggérée. A tout prendre et considérer, il convient de regarder le régime savoyard comme paternel et bienfaisant.

---

(1) Tamini : Les châtellenies savoyardes.

## CHAPITRE 7.

### Prestations au château de Chillon.

La qualité d'avoué ou protecteur imposait à son titulaire, la charge de veiller sur un village et son territoire, d'en éloigner les dangers, au besoin de repousser les ennemis. Si ce personnage avait les devoirs de l'Etat actuel, il en avait aussi les droits, en particulier celui d'exiger un impôt ou « tailles », des « redevances », de la part de la population protégée. Ceci semble se justifier dans l'avouerie de Port-Valais pour les comtes de Genevois, pour les nobles de la Tour de Vevey, et enfin pour les comtes de Savoie, depuis la charte de 1250.

En quoi consistaient ces redevances ?

Un acte de reconnaissance de cette époque nous met sur la voie.

*« Le 12 octobre 1436, par la présente pièce, je rends notoire qu'à la demande de moi Aymon de Barbery de Bonneville (Savoie), en cette affaire notaire et Commissaire du seigneur Louis de Savoie, prince de Piémont, premier-né et lieutenant d'Amédée VIII, duc de Savoie, député pour recevoir les « extentes » dans le mandement et la châtellenie de Chillon, en faveur du prédit seigneur duc, comparaissent les hommes de Port-Valais : Henri Méchat (Méthiaz ?) de Port-Valais, Collet de Chouz (Duchoud), d'Eydier (Bouveret), Mermet Bonjoan des Evuytes (Evouettes), Jean Barichet du même endroit, Jean Genty, Michel Gaillard, Jean Bergier, Pierre Gaux, Jean Vuilleri, Jean Chablays, Pierronet Chablays, Collet Gaillant le jeune, Pierronet Perrin, Pierre de l'île, Michel Banneret, Barthelémy Marudin, Jean Cannuzo (Carruzo ?), en leur nom et en celui de la plus grande partie des habitants de la communauté de Port-Valais, reconnaissant devoir et payer au seigneur duc de Savoie, selon l'antique habitude du château de Chillon, 20 sols*

genevois par an. De plus, chaque feu servira un chapon de chaponnerie et 2 deniers de bréverie ou brennerie ; il y en avait à dier (Bouveret), 5 aux Evouettes, ce qui fait en tout 20 chapons 33 sols et 4 deniers » (1).

Fait à Villeneuve, le 12 octobre 1436.

Nous verrons plus loin, dans les droits seigneuriaux, en quoi consistaient ces avantages du châtelain de Chillon, représentant en l'espèce le prince de Savoie.

Vouvry et Vionnaz, devaient aussi de telles prestations, plus importantes même, vu le nombre des habitants, l'étendue du territoire, et les plus grandes ressources par conséquent. Vionnaz, par exemple, d'après les archives de Turin, compte à cette date 60 feux (1).

---

(1) Archives cantonales.

(1) Comptes de Chillon.



## CHAPITRE 8.

### Droits seigneuriaux.

Certains esprits prévenus portent à la légère un jugement sur les institutions du moyen-âge. Pour comprendre cette époque reculée, il importe de l'étudier.

Situé à la « Tête du Lac », sur la route des Allobroges, notre territoire, bien qu'en grande partie marécageux et peu habité, ne manquait pas d'importance stratégique. On comprend que des seigneurs l'aient occupé.

D'autre part, ce terrain pierreux et peu salubre, n'attirait pas beaucoup de monde. Quelques colons s'y établirent, au fur et à mesure que les conditions du climat et du sol s'améliorèrent. Ils obtinrent de leurs maîtres, avec des terres, asile et protection. De la sorte, ils devinrent des vassaux des comtes de Genevois, du prieuré de l'endroit, des « de la Tour de Vevey, de la Savoie etc... ». En cette qualité, les habitants s'engageaient envers leurs seigneurs à l'hommage-lige, à des redevances, des dîmes, des prestations.

En parlant de féodalité, nous avons entretenu le lecteur, de l'hommage-lige, des usages, des différents services du moyen-âge. Il nous reste à parler de certains droits de chaponnerie, brennerie, de chasse et de pêche.

Pierre de Savoie refit le château de Chillon où il demeurait volontiers, des mois entiers. Quelques-uns de ses successeurs y revinrent dans la suite.

Rien d'étonnant que ces seigneurs prélevassent sur Port-Valais, un droit de chaponnerie, qui consistait à livrer au château, un chapon ou poulet engraisé pour la table du souverain.

Dans son genre, ce droit passa au représentant du prince, le châtelain de Chillon, chargé de garder Port-Valais.

Que signifie le droit de brennerie ? Du Cange définit le droit de brennerie ou de bréverie, le tribut que les vassaux devaient pour la nourriture des chiens de la meute du sei-

gneur. Le comte de Savoie tirait d'ailleurs pareil avantage dans le voisinage de Vionnaz. Par les actes, nous savons que les princes savoyards chassaient volontiers dans la forêt de « Liquières », appelée aussi « Plano bosco », près de Vouvry. Ils se livraient à ce délassement chaque année vers la « Saint-Michel » de septembre, chassant l'ours, puis le renard sur Viomaz. Armés d'épieux, les hommes de Vouvry devaient garder la lisière du bois, pour arrêter les fauves. Ceux de Vionnaz servaient un diner sur l'herbe (1).

Rien d'étrange dès lors, qu'ayant besoin d'une meute, il imposa ce droit de brennerie aux populations environnantes. C'était l'impôt d'autrefois. Dans le cours du temps, cet usage des comtes de Savoie tomba, mais le droit n'en resta pas moins au château de Chillon, qui le fit payer non plus en nature, mais en argent.

Le seigneur avait encore le droit de chasse et de pêche. Ce dernier est constaté par les chartes de l'époque.

Le comte affermait souvent le droit de pêche à des particuliers, tandis qu'il se réservait celui de chasse comme nous l'avons vu plus haut.

---

(1) Abbaye de St-Maurice.

## CHAPITRE 9.

### La Communauté.

Ainsi que son nom l'indique, notre région servait de port sur le Léman, du côté du Valais. Le lac s'étendait jusqu'à la colline de Port-Valais, où l'on remarquait encore au XIX<sup>e</sup> siècle des anneaux pour amarrer les barques la nuit et pendant les grands orages (1). On ne découvre guère d'habitation ancienne, ni d'autres souvenirs du passé, excepté sur cette hauteur. Depuis, les alluvions du Rhône, peut-être aussi des éboulements de la montagne, firent reculer le lac, jusqu'au Bouveret.

Il est difficile de déterminer la date où cette transformation eut lieu, mais au moyen-âge, les endroits primitivement occupés par l'eau se trouvaient déjà transformés en îlots. Au XII<sup>e</sup> siècle, il y a une église, ce qui prouve l'existence d'une agglomération, avec un certain nombre d'habitants.

Primitivement, ce territoire releva des comtes de Genève, qui l'inféodèrent avec d'autres droits aux nobles de la « Tour de Vevey ». Il alla ensuite à la Savoie jusqu'à l'occupation haut-valaisanne en février 1536 (2).

Cette région marécageuse, rocailleuse ne pouvait nourrir une population bien dense. De plus, celle-ci se trouvait astreinte à la servitude de la « main-morte » et relevait du seigneur-prieur et d'autres maîtres, comme il arrivait un peu partout dans les environs.

Pourtant, les habitants constituèrent, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, une petite communauté composée de Port-Valais, des Evuytes et d'Eydier qui ne prendra le nom de Bouveret qu'au cours du XVI<sup>e</sup> siècle. Cette communauté naissante, ainsi qu'il arrivait ailleurs, s'assemblait sans doute pour traiter de ses intérêts, pour élaborer des règlements, concernant les forêts,

---

(1) de Rivaz.

(2) Grem. II.

les pâturages et les biens communs. A cause de l'éloignement des habitations, ces assemblées se tenaient à la sortie des offices, au prieuré, plus probablement sur le cimetière. Déjà apparaissent quelques hommes chargés de l'administration des affaires.

Dès 1429, Jacques Gaillard, Collet Duchoud, Jean Baruchet, Mermet Culet ou Bonjean, au nom de toute la communauté de la paroisse de Port-Valais, s'emploient dans un accord, à améliorer la dure condition des habitants « mains-mortables ». Parce qu'ils demeurent, dit l'acte, dans un pays peu facile, n'offrant comme ressources à la plupart, que des forêts, le prieur consent à améliorer leur condition, en permettant, s'ils vivent ensemble, aux pères et mères, grands-parents, enfants, frères et sœurs, cousins germains, de se succéder dans tous leurs biens, de se marier à moins d'une défense expresse du seigneur. Si les parents se trouvent établis ailleurs, la succession de leurs enfants, va non pas aux parents, mais aux frères et sœurs partageant la vie commune. (1)

Ne nous étonnons pas qu'en 1436, il n'y eut que 20 ménages à Port-Valais, selon la charte citée plus haut. Ce chiffre paraît, certes minime.

L'élevage du bétail et quelque commerce de bois, voilà toutes les ressources de cette population. Soumise à la dure condition de la main-morte, qui ne lui permettait pas de s'établir librement, cette communauté eut encore à souffrir, de la peste, notamment de celle de 1351 qui ravagea une partie du monde, de cette « extra-mors » qui fit tant de victimes dans le voisinage. Ce fléau continua ses ravages aux XV et XVI siècles. De 1543 à 1554 il enleva à St-Gingolph 53 personnes. (2)

A cela, il faut ajouter cette autre calamité : les inondations périodiques du Rhône, qui obligèrent plus d'une fois les princes de Savoie à s'intéresser d'une façon particulière à leurs malheureux sujets, ainsi que le prouvent nos archives. (3)

---

(1) Grem. VII.

(2) Chaperon.

(3) de Rivaz

## SECTION II.

Port-Valais sous les Hauts-Valaisans 1536-1798.

### CHAPITRE I.

#### Occupation du Chablais par les dizains.

Les Suisses se trouvaient en guerre avec Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne. D'abord hostiles, les ducs de Milan et de Savoie prirent parti pour ce prince altier, tandis que les Valaisans embrassèrent la cause des Confédérés, leurs alliés. (1)

Dans la vallée du Rhône, des démêlés fréquents entre Conthey et Savièse, entre Nendaz et Sion, à propos de pâturages ; entre les sujets de l'évêque et ceux du duc concernant les foires, excitaient au vif les uns contre les autres les habitants riverains des deux Etats. L'on désirait en finir de part et d'autre. (2)

Sur ces entrefaites, la Savoie envahit le Valais avec 10.000 hommes. De Conthey où il campait, leur général Pierre de Gingins marcha sur Sion et, après avoir brûlé les villages du mont de Savièse, livra la bataille de la **Planta** aux Valaisans secourus par 3000 Bernois, le 3 novembre 1475. Laisant 1500 morts sur le champ de bataille, les Savoyards s'enfuirent poursuivis par les vainqueurs jusqu'à St-Maurice. Revenus au printemps suivant, les Haut-Valaisans poussèrent jusque dans le Chablais, brûlant 17 châteaux et razziant les populations, de Monthey à Evian. (2)

A la conquête du pays de Vaud par les Bernois, en février 1536, Monthey et le Vieux Chablais jusqu'à la Dranse au-delà d'Evian, demandèrent au Valais d'occuper leur territoire.

---

(1 et 2) Bocard, 125.

(2) de Rivaz.

Par l'arrangement de 1569, le Chablais depuis la Morge de St-Gingolph retourna à la Savoie. A partir de cette date, le Valais ne changea plus de limites. Mais le Bas-Valais resta sujet du Haut jusqu'en 1798 (3).

### **Que devint Port-Valais sous l'administration des patriotes ?**

Par l'occupation, au duc de Savoie, dans la vallée inférieure du Rhône, avait succédé l'Etat du Valais, auquel Berne laissa les droits du château de Chillon sur Port-Valais. Du territoire ainsi occupé, de la Vièze au Léman, les Haut-Valaisans formèrent le gouvernement de Monthey, dont notre commune fit partie. Les 7 dizains possédaient ainsi l'omnipotence de juridiction sur Port-Valais. (1)

Les Haut-Valaisans eurent garde de léser les droits établis des tiers, des seigneurs indigènes, même des étrangers. Berne, au contraire, avait supprimé l'évêché de Lausanne, sécularisé le prieuré de Lutry, dont les titulaires avaient un moment tenu en commande notre prieuré. (2) Alors il se présenta une cause ayant des droits sur la seigneurie de Port-Valais ; les Haut-Valaisans l'admirent à les faire valoir (3).

L'intéressé, Georges de Prex, probablement chanoine de Lausanne, réussit à se faire reconnaître comme prieur de Port-Valais et seigneur temporel de ce territoire, après l'occupation haut-valaisanne.

Il jouit encore des avantages des anciens seigneurs, exerçant la juridiction, et faisant rentrer des redevances. Pourtant, à s'en tenir aux actes, il n'avait que l'usufruit de la seigneurie pendant sa vie. (4)

Ainsi, durant la première période qui suivit l'occupation valaisanne, le prieuré de Port-Valais continua à exister dans le gouvernement de Monthey avec son titulaire, Georges de Prex, qui avait pris le titre de « Prieur commendataire de Port-Valais et seigneur temporel de ce lieu ». (5)

---

(3) Archives de Turin.

(1) de Rivaz.

(2) Boccard.

(3 et 4) Furrer, III. 362.

(5) de Rivaz.

## CHAPITRE 2.

### Le prieuré de Port-Valais passe aux Hauts-Valaisans. 1570.

Lors de l'occupation de Monthey par les dizains, il se trouvait, dans le territoire de ce gouvernement, de la Vièze au Lac, des seigneurs détenant une juridiction. L'Etat adopta à leur égard une sage politique. Il les maintint dans leurs droits, mais il chercha à les éliminer avec soin au fur et à mesure que l'occasion s'en présentait, surtout les étrangers, dont il rachetait les droits. C'est ce qui arriva pour Port-Valais. (1)

Notre prieuré, nous l'avons vu, relevait de l'abbaye de St-Michel de Cluse, près de Turin. Depuis un siècle, cependant, l'abbaye avait donné cette seigneurie en commende à des titulaires, parmi lesquels le monastère de Lutry et l'évêché de Lausanne (2). Après la sécularisation de ce dernier par les Bernois, un titulaire, Georges de Prex, fit valoir ses droits comme prieur commendataire de Port-Valais. Les Valaisans ne se refusèrent pas, après l'occupation de Monthey, à reconnaître ses droits, mais seulement pendant sa vie, vu qu'une cession de Berne leur permettait d'exercer sur ce territoire l'omnimode juridiction. (3)

Tout alla normalement, jusqu'au jour où Georges de Prex, usufruitier, tenta de passer ses droits à un tiers. A cet effet, il avait résigné le prieuré en 1566, en faveur de Louis Mondallaz, prêtre de Genève et protonotaire apostolique. Ce transfert reçut l'approbation de Monsieur James Recquard, prévôt de l'Eglise de Genève, de résidence à Annecy, vicaire général de Guy don Ferreau, cardinal d'Ivrée, abbé commendataire de St-Michel de Cluse. Louis Mondallaz obtint en outre « l'Institution » du Révérendissime évêque de Sion Hildebrand de Riedmatten. Mais les 7 dizains, prétextant

---

(1) Boccard.

(2) Archives de Turin.

(3) Furrer, III. 362.

que cette substitution s'était faite à leur insu, refusèrent de la reconnaître sous prétexte que Berne leur avait cédé ses droits sur la Savoie et le mandement de Monthey jusqu'à Saint-Gingolph, et que Georges de Prex ne s'était réservé que l'usufruit du prieuré de Port-Valais, sa vie durant.

Après de longs débats, les parties passèrent la transaction suivante : « Pierre Mondallaz, au nom de son frère Louis, cède le prieuré de Port-Valais pour 400 écus d'or, aux Haut-Valaisans, le 19 novembre 1570 ». De ce fait, les « patriotes », déjà souverains du pays, devenaient seigneurs temporels de notre localité. (1)

Ce prieuré ne constituait alors qu'une simple propriété ecclésiastique du monastère de St-Michel de Cluse.

Quand l'évêque de Sion, observa que ce bénéfice situé dans son diocèse devait relever de sa juridiction spirituelle, l'abbaye susnommée répondit que, de ce prieuré ne dépendait ni paroisse, ni église, ni autel, ni cloche, ni autre attribut quelconque ; que l'usufruitier ne se sentait tenu, ni aux matines, ni à la messe, ni aux vêpres, ni à aucun autre office divin quelconque ».

L'Etat, continue le chanoine Grenat, acheta ce prétendu bénéfice « *parce que ce dernier situé dans un lieu de débarquement et à l'entrée du pays, il ne convenait pas de voir un propriétaire étranger installé à ce poste-frontière* » (2).

Depuis, il procéda à la repourvue de la cure, par le gouverneur de Monthey. Celui-ci, en qualité de représentant de la diète, put présenter le curé, jusqu'au nouveau régime en 1798. (3) Dès lors, ce droit fut exercé par le Grand Conseil qui en fit cession à l'évêché de Sion en 1912. C'est depuis 1570 donc, que le titulaire ecclésiastique de Port-Valais, porte le nom de curé.

Quant à la seigneurie temporelle, l'Etat prendra, au cours des âges, des mesures pour l'administration civile, judiciaire et militaire.

---

(1) Furrer, III 362. ss.

(2) Grenat.

(3) de Rivaz.



### CHAPITRE 3.

#### **Le châtelain du Bouveret et le château de la Porte du Seex.**

Comme successeur de l'ancien prieur Georges de Prex, le vénérable Louis Mondallaz avait remis ses droits aux Haut-Valaisans, déjà souverains du pays depuis l'occupation de Monthey en février 1536.

De ce fait, les 7 dizains acquéraient des droits véritables sur la seigneurie de Port-Valais. Ils avaient dès lors droit aux redevances, aux plaits, aux échutes, aux « laods » et particulièrement à l'administration de la justice. Les patriotes firent donc du territoire de Port-Valais, une petite châtellenie du gouvernement de Monthey.

Selon les historiens Furrer et Rameau, ils affermèrent cette charge d'abord à la famille Tornery, à St-Gingolph de 1570 à 1607. Celle-ci semble avoir eu un métral au Bouveret, un Duchoud vers 1600.

Cependant, fidèle à son plan d'éliminer les étrangers, l'Etat continua d'acheter les immeubles de la famille de Prex. En 1544, Georges de Prex, prieur de Port-Valais, avait acquis, pour lui et ses frères, une maison au Bouveret, située sur le chemin public « devant la grande maison de l'acheteur ». A s'en tenir à cet acte, ce n'était qu'une tour servant de souste, déjà occupée par l'acquéreur. Mais en 1556, le vénérable prieur, en son nom et en celui de ses frères, Aymon de Prex, seigneur de Corcelle, et Claude de Prex, doyen de Lausanne, avait vendu à « noble Guillaume de Vuillermi de Morges » la tour et la souste du Bouveret pour 300 écus d'or. De ce dernier, les patriotes réussirent à racheter pour 500 écus d'or, les prédits édifices ; la tour et la souste avec leurs dépendances, le 21 décembre 1571.

Cette tour des nobles de Prex, formait un grand bâtiment construit à l'antique, écrit Schiner dans « Le Département du Simplon » vers 1812. Bâtiment carré, assez haut, avec des murs d'une épaisseur prodigieuse, il servit momentanément de dépôt de sel.

Toutefois, comme le lac, par suite des alluvions du Rhône, se retirait peu à peu, ce magasin se trouva bientôt trop éloigné de la rive. Pour remédier à cet état de choses, le Valais jugea bon d'élever une nouvelle construction sur le bord immédiat du lac, de manière à pouvoir décharger directement le sel de la barque dans le magasin. Le vieil édifice devint depuis une grande maison particulière, sous le nom d'« Hôtel de la Tour » (1).

Depuis 1607, les Magnifiques Seigneurs du Haut-Valais nommèrent à la charge de châtelain, un Haut-Valaisan choisi par la diète. L'élu prêtait serment, à son entrée en fonction, de bien remplir son mandat qui dura d'abord trois ans, puis deux à partir de 1672. A cet officier on donna le titre de « Châtelain du Bouveret » (2).

Comment résumer ses attributions ? Remplaçant le seigneur prieur, il faisait la rentrée des redevances au nom de l'Etat, administrait la justice en première instance et gardait la frontière.

A cet effet, le Valais avait construit en 1597, une maison forte à la Porte du Scex, aux frais des communes du gouvernement de Monthey. Il fallut la rebâtir à neuf de 1674 à 1676. (3) En cet endroit, le Rhône se rapproche de la montagne. « Ce long bâtiment, dit Rameau, avec une tour carrée se trouve relié au roc par une construction crénelée qui offre le seul passage entre le rocher et le Rhône ». Au siècle dernier on supprima le pont-levis et le fossé qu'inondait le Rhône, pour faire place à la première voie ferrée construite en Valais vers 1859. (4)

---

(1) Rameau, manuscrit.

(2 et 3) de Rivaz.

(4) Rameau : Châteaux 9.

## CHAPITRE 4.

### Administration de la justice.

La révolution de 1798 consacra la séparation des pouvoirs. Sous l'ancien régime, il n'en allait pas ainsi : la même personne cumulait les trois juridictions civile, judiciaire et militaire.

Pareil cas se justifiait à Port-Valais pour le prieur jusqu'en 1574. A cette date, l'officier des 7 dizains avait, au demeurant, succédé à l'ancien prieur dans la plupart de ses compétences, en particulier dans l'administration de la justice en première instance (1).

Nous avons vu qu'avec les autres droits, les 7 dizains avaient affermé, vers 1570, l'exercice de la justice aux «*Tornery*», déjà châtelains de St-Gingolph. Ceux-ci semblent avoir tenu un métral à Port-Valais, comme autrefois les prieurs. Un acte cite Claude Duchoux, métral à Port-Valais en 1580. (2) Toutefois celui qui se sentait lésé par un jugement en première instance avait la faculté d'en appeler au supérieur, savoir. le gouverneur de Monthey d'abord, puis à la diète valaisanne, ou encore au prince-évêque ou au Grand-Baillif depuis 1628. Ces personnages représentaient, en effet, la justice en seconde instance ou en appel.

Le gouverneur siégeait au château de Monthey, assisté d'une cour de justice, avec un curial (secrétaire) et bâtonnier (huissier). Sur la demande des intéressés, il revisait les procès, étudiait à nouveau les causes, et, au besoin, modifiait les sentences portées par son inférieur, le châtelain de Bouveret. (3)

Ainsi qu'on peut le constater, à cette époque, comme du reste, au moyen-âge, l'administration de la justice se trouvait en général suffisamment organisée.

---

(1) Furrer, III. 362.

(2) de Rivaz et Rameau.

(3) de Rivaz.

Il y eut parfois des plaintes contre des châtelains et des gouverneurs, fonctionnaires des Magnifiques Seigneurs du Haut-Valais, mais celles-ci rentrent plutôt dans d'autres domaines que celui de la justice. Sur le nombre des officiers venus d'au-dessus de la Morge, il s'en rencontra aussi qui mirent beaucoup de dureté dans la rentrée des redevances et des amendes, et firent preuve d'une humeur tracassière dans l'exécution des mesures de police. Cependant, il faut reconnaître que bon nombre de ces magistrats s'imposent au respect de leurs administrés par leur conscience et leur sentiment du devoir.

---

## CHAPITRE 5.

### La Communauté

Après la conquête du Pays de Vaud en 1536, Berne avait cédé au Valais les droits dus au château de Chillon par Vionnaz Vouvry et Port-Valais. Le Rhône formerait limite entre les deux Souverains (1).

De ce fait, le territoire de notre communauté restait à peu près le même. Pourtant son sol s'améliorait peu à peu par les alluvions du Rhône. Les habitants, avons-nous vu plus haut, avaient obtenu de leur prieur un adoucissement à la servitude de la main-morte en 1429 et en 1439 ; leur condition n'en restait pas moins pénible. « A cause de la stérilité du sol, du petit nombre de cultivateurs, la majorité des habitants se sentaient forcés de chercher dans le commerce de bois, une ressource pour leur subsistance et celle de leur famille », lisons-nous dans une requête du XVI<sup>e</sup> siècle (2). Seuls les habitants des Evouettes possédaient un vignoble avec un vin déjà apprécié. D'ailleurs, la main-morte réduisait à la pauvreté, parce que la population libre ne voulait contracter d'alliance, ni d'affinité avec les serfs. Voilà qui restreignait les mariages, diminuait l'aisance et paralysait l'augmentation de la population.

Au reste, la peste fit parfois des apparitions, comme vers 1531 ; de 1533 à 1540, elle emporta 43 personnes à St-Gingolph. En 1636, elle marqua de nouveau son passage dans notre région. (3)

Aux ravages de la peste, ajoutez les dévastations du Rhône, si fréquentes à cette époque dans la plaine. Malgré tout, les chroniques du temps, nous font constater une augmentation de population. Ainsi, selon le banneret de Vanthéry, il y avait à Eydier, Port-Valais, non compris celui

---

(1 et 2) Archives cantonales.

(3) de Vanthéry.

du prieur, en tout 33 ménages au lieu de 20 un bon siècle plus tôt. (4).

Il est facile de constater par ces statistiques que « Eydier prenait de l'importance. Vers la fin du XVI siècle, on lui substituera peu à peu le nom de Bouveret, nom qui tirerait son origine du mot Boveretum « enclos pour le gros bétail ». Aussi l'élevage forma bientôt, avec le commerce de bois, une ressource appréciable pour la population.

N'allons pas croire, cependant, que l'Etat se désintéressait du sort de ses sujets. Le 13 décembre 1580, sur une démarche des citoyens de l'endroit, il accorda une « mitigation » aux probes hommes Jacques Porpay syndic, et Claude Duchoz, métral de Port-Valais. Les députés et procureurs de la communauté de Bouveret, et de la juridiction de Port-Valais exposèrent avec succès à la diète de décembre la situation gênée de leurs concitoyens, et obtinrent un relâchement et des facilités dans les droits de succession et d'héritage ! Néanmoins, l'affranchissement complet de la « main-morte » ne viendra que plus tard. (1)

Sur ces entrefaites, la communauté de l'endroit s'organisait peu à peu. Elle se réunissait au prieuré pour régler ses intérêts, élaborer des règlements pour les pâturages, les forêts et les communaux.

Après les avoir annoncés aux criées publiques, elle tenait aussi ses assemblées devant l'église, au sortir de la messe, sous un arbre, maronnier ou tilleul géant abattu, il y a quelques années, ou même dans le sanctuaire, comme cela se vit ailleurs, en cas d'intempéries.

Nous voyons ainsi, comme le prouve la précédente supplique à la diète, que la communauté, nommée pour gérer ses affaires et veiller aux intérêts publics, des procureurs et un syndic, qui rendaient compte de leur gestion, nous représentaient dans ses relations avec l'Etat souverain et les autorités voisines.

---

(4) de Rivaz.

(1) Archives cantonales.

## CHAPITRE 6.

### Le militaire.

Il semble que sous la souveraineté de la Savoie, le service militaire pour Port-Valais ne consistait guère que dans des prestations au château de Chillon. (1)

Il n'en alla pas de même après l'occupation haut-valaisanne. Comme les autres, notre communauté devait fournir son contingent à l'armée des sept dizains, et relevait de la grande bannière du gouvernement de Monthey.

Dans la république du Valais, le service militaire s'imposait à tous les hommes capables de porter les armes, de 18 à 60 ans. Les communes les choisissaient par rang de fortune de chaque famille ; de là le nom d'élu donné au soldat. On prélevait successivement dans le gouvernement deux classes : la première de 100 hommes formait l'élite, la seconde, avec le même chiffre, représentait un peu notre landwehr. Quant aux autres soldats disponibles, jusqu'à la limite d'âge, ils entraient dans les généralités composant le landsturm. De la première généralité, au XVIII<sup>e</sup> siècle du moins, faisaient partie tous les chefs de famille ou un combattant par feu dans tout ménage n'ayant pas de soldat élu, et sans égard à la fortune. La deuxième généralité se composait de tous les autres hommes capables de manier les armes. (2)

Les sept dizains constituaient chacun une bannière de 300 hommes, en tout 2100 ; sous les ordres du colonel au-dessus de la Morge ; tandis que le Bas-Valais sujet du Haut, ne comptait que les trois bannières d'Entremont, de St-Maurice et de Monthey, soit 900 hommes commandés par le colonel d'au-dessous de la Morge. Les effectifs réunis donnaient un ensemble de 3000 hommes.

A la tête de chaque bannière, se trouvaient quatre offi-

---

(1) Comptes de Turin.

(2) Archives de Monthey et d'Illicz.

ciers : le grand banneret, le capitaine général, le capitaine des élus et le major. Le grand banneret convoquait les réunions militaires, les présidait et portait la bannière. C'était au capitaine général de commander la troupe dans les exercices, les parades et les campagnes. Pour le major, officier de carrière, il dirigeait les manœuvres, les revues, faisant l'office d'officier instructeur. (1)

Le banneret des élus, grade institué plus tard, au XVII<sup>e</sup> siècle, servait d'aide à ses collègues. L'on pouvait toujours aspirer à un grade supérieur. A ces postes militaires du Bas-Valais, nommait le colonel d'au-dessous de la Morge, au château de Monthey, sur la présentation des communes, mais la troupe choisissait le banneret des élus (2). Nos aïeux paraissent tenir beaucoup à ces places. De là des rivalités entre localités et des intrigues entre les candidats.

N'ayant qu'une population réduite, Port-Valais ne pouvait aspirer à des grades supérieurs, on le conçoit, mais il possédait des sous-officiers dans la grande bannière, une bannière locale avec son banneret et son commandant, probablement le sergent dont parle un rapport militaire envoyé au contingent du gouvernement de Monthey au XVIII<sup>e</sup> siècle. (3)

---

(1 et 2) de Rivaz.

(3) Archives d'Illicz.



## CHAPITRE 7.

### La Praille.

On nomme « la Praille » une vaste prairie située sur la rive gauche du Rhône, au pied de la colline de Port-Valais. Elle figure de bonne heure parmi les communaux de notre localité, et servait de pâturage, non seulement aux gens de l'endroit. Les habitants de la Tour de Peilz y avaient libre parcours. (1)

Ce droit paraît remonter bien haut dans la suite des temps. Peut-être vient-il des chevaliers de la Tour de Peilz, un moment seigneurs de Port-Valais au XIII<sup>e</sup> siècle ? Une cession ultérieure aurait fait passer leurs droits aux gens de la Tour de Peilz. Quoi qu'il en soit, ceux-ci en jouirent des siècles durant, encore vers 1800, à en juger par les notes du chanoine de Rivaz et les archives communales de Port-Valais. (2)

Sous le nouveau régime, Port-Valais devint commune autonome, racheta les prétentions de la Tour de Peilz, peu à peu. La dernière propriété revenue aux bourgeois de Port-Valais est celle de Butika, il y a environ une quinzaine d'années.

Primitivement, les prieurs de Port-Valais possédaient aussi des droits à la Praille, ils en jouirent dès la fondation du prieuré sans doute, les tenant par conséquent des comtes de Genevois, bienfaiteurs et premiers avoués de notre église jusqu'à la vente, en 1570, par Mandollaz à l'Etat du Valais. (3) A son tour, celui-ci les albergea avec les autres avantages de la châteltenie, aux de Tornery de St-Gingolph en 1573. (4)

---

(1) de Rivaz.

(2) Archives de Port-Valais.

(3) Furrer.

(4) Rameau.

Cette substitution n'alla pas toute seule. Un différend s'éleva bientôt entre les nouveaux propriétaires, officiers du Haut-Valais, et les habitants de La Tour de Peilz, au sujet de l'exercice de leurs droits respectifs. Le 15 mai 1591, un arrangement mit fin au désaccord. (5)

Plus tard, les avantages de la famille de Tornery passèrent aux de Rivaz, nous verrons à la section suivante ce que devint la Praille ; à quelles fermes elle donna naissance.

---

(5) Archives cantonales.

## CHAPITRE 8.

### Démêlés entre Port-Valais, La Tour de Peilz et les de Tornery.

Après la vente du prieuré par Louis Mandollaz, le 19 décembre 1570, aux Haut-Valaisans, ceux-ci avaient loué les droits du prieuré aux frères Jean et Louis de Tornery, châtelains de St-Gingolph, 14 décembre 1573. Or, de temps immémorial les gens de Port-Valais et de La Tour de Peilz pouvaient faire paître leurs troupeaux aussi bien que le prieuré sur les prairies de la Praille formant des biens communs. Les locataires abusant de leur droit y mirent jusqu'à 60 pièces de bétail, ce qui ne faisait pas l'affaire des communautés usufruitières de Port-Valais et de La Tour de Peilz. Lésées, ces deux dernières demandèrent aux Magnifiques Seigneurs la révocation de l'acte d'albergement ou bail (1).

L'Etat admit les deux parties à faire valoir leurs droits.

Alors Claude de Tornery, fils du prédit Jean, notaire et châtelain de St-Gingolph, au nom des sept dizains, déclara s'en tenir à l'acte qui justifiait la manière de faire de sa famille, dans la jouissance de la Praille. Il ajoutait même, qu'en 1580 et encore en mai 1581, les gardiens, « méprisant l'acte de location, avaient osé chasser son troupeau des pâturages ; qu'ils continuaient leurs violences aux mépris de toutes les ordonnances du gouverneur de Monthey » (2).

D'autre part, comparurent, Etienne Hugonin, Jacques de Melet, Jacques Hugonin et Joseph Dragoz en qualité de procureurs de la communauté de La Tour de Peilz, ainsi que Pierre Duchoud, syndic du Bouveret — ce titre apparaît pour la première fois dans les actes, — comme défenseur de Port-Valais et du Bouveret, prétendant que la convention passée entre la République et les de Tornery portait préjudice à leurs anciens droits, vu que le prieur n'avait l'ha-

---

(1 et 2) Archives cantonales.

bitude de mettre sur ces pâturages qu'un nombre restreint de pièces, d'ordinaire 6 vaches et quelque autre menu bétail.

Ils pensaient même donner plus de force à leurs revendications en faisant remarquer que ces pâturages relevaient aussi des Bernois.

Mais la diète réunie à Sierre, au château des vidomnes, sous la présidence du grand baillif Matthieu Schiner ne se laissa nullement influencer. Avec une crâne indépendance, elle répondit le 18 décembre 1581, qu'en vertu de la convention passée à Bex le 28 octobre 1537, Berne avait renoncé aux droits du château de Chillon sur Vionnaz et Port-Valais. La diète maintint ensuite l'affermage aux enfants des de Tornery, mais pour sauvegarder les droits des deux communautés plaignantes, elle prescrivit aux locataires de n'envoyer aux pâturages que le nombre de pièces de bétail hivernées dans le prieuré (1).

---

(1) Furrer, III. 367.

## CHAPITRE 9.

### Ressources.

Primitivement le territoire cultivable se trouvait bien restreint : ne formaient prairie, que la ferme du « Pré dernier », la Tuillère, la pente longeant la montagne, la colline de Port-Valais et les alentours immédiats du Bouveret. Les eaux du Léman se retirèrent peu à peu ; le Rhône se creusa un lit, ce qui assainit la plaine. L'agriculture gagna des terrains qu'on utilisa comme pâturages et flachères avant d'en faire des terres arables. Ainsi s'explique le nombre considérable de bestiaux bovins pâturent en ces parages, mais en même temps l'origine du mot Bouveret. L'élevage du bétail apparaît une des premières ressources de notre pays sous l'administration haut-valaisanne. Les annuaires signalent des foires.

Comme deuxième produit, il nous faut nommer l'exploitation des bois, déjà mentionnée dans la première section, bois d'affouage et de construction, que l'on vendait dans le voisinage ou que l'on transportait, par char ou par le lac, en Savoie et sur la côte vaudoise.

En troisième lieu, signalons la pêche sur le Léman et sur le Rhône. Nous avons vu qu'au moyen-âge, elle formait un revenu exclusif du seigneur, comme la chasse (2). Désormais, ce droit s'affirma par l'Etat à qui le désirait, moyennant une légère patente. Les actes font mention de maintes concessions de ce genre.

Signalons les principaux poissons du Léman. On y pêchait la lotte ou motaille, espèce recherchée, vivant plutôt dans la région de Vevey : le chabot ou chassot ; la perche, abondante et fort estimée ; la persèque ; la loche ; l'ombre ou chevalier, poisson le plus délicat ; la truite, très fréquente autrefois ; le brochet, fort vorace, qui parvient jusqu'au

---

(1) Archives cantonales.

(2) de Rivaz.

poids de 20 livres ; la carpe ; la tanche, peu estimée ; la brème ; le goujon, qui vit dans la fange ; l'able, etc.... Voilà ce que l'on prenait au filet ou au tragale, à l'étole, à la goujonnière, au filet dormant ou à l'hameçon (3).

---

(3) Dictionnaire Vaudois d'histoire.

---

## CHAPITRE 10.

### Voies de communication sous l'ancien régime.

Situé au débouché de la grande vallée du Rhône, Port-Valais devait posséder une importante voie de communication avec les pays voisins.

Les routes romaines du Simplon et du Montjoux se rejoignaient à Martigny pour se bifurquer à Massongex. De là, un des rameaux suivait la rive droite du Rhône, puis du Léman, passait en Gaule et en Germanie, tandis que l'autre, longeant la montagne, sur Monthey, Collombey, Vionnaz, Vouvry, conduisait aux pays des Allobroges, par Port-Valais. (1)

On en découvrait encore des traces dans notre localité. Malgré les éboulements dont notre pays a été le théâtre, selon la tradition, aux Evouettes, la route aurait passé dans la charrière qui se remarque par endroit, à la ferme du Pré dernier, et, dans les devins de la Poyaz, pour aboutir au château qui s'élevait à quelques pas de la cure actuelle de Port-Valais.

Puis elle descendait vers la ferme du Grammont, pour continuer au pied de l'arête de Chalavornayres, montait au-dessus de la carrière actuelle Bussien, passait par le bout du village de Bouveret, au-dessus de l'église et par derrière les Crêtes, prenant la direction de St-Gingolph.

Qui désirait se transporter sur la rive droite du fleuve, avait à sa disposition le lac ou le pont de la Porte du Scex. A cet endroit, l'on payait au moyen-âge un droit de douane ou péage de Vouvry, dépendant du château de Chillon. L'abbaye qui possédait ce droit le vendit à Stockalper, plus tard dépossédé par les sept-Dizains au XVII<sup>e</sup> siècle. (2)

Qui préférait, pouvait passer par le lac. Port-Valais servait primitivement de port sur le Léman. Peu à peu les

---

(1) Gonthey.

(2) de Rivaz, Grenat.

alluvions du Rhône l'encombrant à la suite des crues, le Bouveret lui succéda. L'histoire, sous la Savoie, place une flotille sur le lac, avec Villeneuve comme base militaire, flotille qui joua un rôle important dans les démêlés entre les puissances riveraines (3). Elle nous invite à considérer la voie d'eau comme passablement fréquentée. Port-Valais formant le port naturel de la vallée du Rhône, on peut présumer sans témérité, que celui-ci déplacé au Bouveret jouissait d'une certaine activité.

---

(3) Dictionnaire Vaudois d'histoire.



## SECTION III.

### Le nouveau régime 1798.

#### CHAPITRE 1.

##### Indépendance du Bas-Valais.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la révolution éclata en France. Elle marqua par des flots de sang son passage à travers la vieille Europe.

La République française se crut appelée à jouer dans l'Univers le rôle de libératrice des peuples. Sous prétexte de leur apporter la liberté, elle trouva moyen de s'immiscer dans les affaires des pays voisins. Comme tous les pays limitrophes, la vallée du Rhône dut subir la loi du plus fort. Elle vit les troupes du Directoire français violer son territoire, frapper ses habitants de lourdes contributions, et, au nom de l'humanité, promener impunément le fer et le feu jusqu'aux sources du Rhône. C'est ainsi que les vertueux philanthropes des clubs révolutionnaires entendaient régénérer le monde.

On peut ramener à deux les causes principales qui provoquèrent l'intervention de la France dans notre pays : la fermentation des esprits dans le Bas-Valais, qui supportaient avec peine le joug des sept dizains, à la suite surtout de l'arbitraire, des tracasseries, des mesures rapaces de quelques gouverneurs haut-valaisans, entr'autres du Dr Schiner, à Monthey. Une autre cause reposait dans le désir de la République française de pénétrer absolument dans nos régions, dont la position stratégique et les modestes économies excitaient ses convoitises. (1)

---

(1) Imesch : Kämpfe der Oberwalliser.

Mangourit, gros bonnet de la loge maçonnique, nouveau résident français à St-Maurice, travaillait avec acharnement à réaliser ces visées ambitieuses (1). A ce propos, voici les paroles du général Laharpe, au service de la France en 1796 : « ... La réunion du Bas-Valais est opération non moins indispensable, car il y a convenance de sûreté pour la France, à se mettre en possession des gorges qui conduisent dans le Faucigny et surtout à occuper l'importante route d'Italie par le Grand-St-Bernard ».

Déjà les troupes de la République française sans motif préalable avait pénétré en Suisse, en janvier 1798 (2).

Un comité provisoire s'établit à Monthey le 22 du même mois, à la suite de l'occupation du canton de Vaud qui avait renvoyé les autorités bernoises. Sur l'invitation de Mangourit, un arbre de la liberté fut dressé à St-Maurice le 28 janvier, exemple bientôt suivi par d'autres localités. Le beau tilleul ombrageant la fontaine au centre du village des Evouettes daterait de cette époque.

Comprenant la leçon des faits, le Haut-Valais reconnut l'indépendance du Bas-Valais le 29 janvier 1798, et consentit à lui accorder l'égalité des droits. Le citoyen Janvier de Riedmatten salua les Bas-Valaisans comme un peuple de frères, et insista sur trois points : Inviolabilité de la propriété ; oubli du passé ; rachat des fiefs (3).

Puis, dans une assemblée générale des délégués des communes à St-Maurice l'on procéda à l'élaboration d'une nouvelle constitution qui partagea le pays en dix dizains, ajoutant aux sept anciens ceux d'Entremont, de St-Maurice et de Monthey (4).

Malgré ces louables efforts de conciliation, l'époque resta troublée et retentit parfois du bruit des armes. Ainsi, pour repousser une offensive bernoise par les Ormonts, 1400 Valaisans rejoignirent, à Aigle, le 5 mars 1798, les troupes françaises et vaudoises (5).

Au début de mai, de la même année, le Haut-Valais frois-

---

(1) Haller : La Franc-Maçonnerie en Suisse.

(2) Seigneux.

(3 et 4) Grenat et Ribordy.

(5) Reymond M.

sé des procédés arrogants de Mangourit et de sa suite, se soulevait en masse et il fallut, pour le soumettre, à l'armée de Lorges, livrer la bataille de la Morge le 17 mai. Les Français vainqueurs pillèrent honteusement la ville de Sion (1).

Un décret imposant la conscription militaire obligatoire de 20 à 25 ans à tous les jeunes gens mariés ou non occasionna un nouveau soulèvement du Haut-Valais. Après quelques succès, cette prise d'arme finit par la victoire, à Finges, du général Xantrailles, accouru avec des troupes fraîches le 27 mai 1799. C'était la fin de la résistance.

Se trouvant sur la rive gauche du Rhône, Port-Valais ne vit point le défilé des nombreuses troupes que les autorités helvétiques envoyèrent par la route du Simplon contre les Haut-Valaisans. Sa situation lui épargna nombre de désagréments ; le désordre, les exactions, le maraudage, parfois le pillage. Néanmoins, notre communauté n'échappa point aux prestations et aux fournitures imposées à tout le pays, lourdes charges dont les bénéficiaires ne dédommagèrent jamais suffisamment notre population, malgré les assurances données.

Dès lors, le Valais fit partie de la République Helvétique qui eut son directoire de cinq membres et son préfet national en Valais dans la personne d'Emmanuel de Rivaz, de St-Gingolph.

Quels changements ce nouveau régime réserva-t-il à Port-Valais ? Supprimant les droits et les titres seigneuriaux, il nous apportait l'indépendance avec l'égalité de tous les citoyens. De ce fait, Port-Valais devenait autonome et pouvait se régir lui-même. Le gouverneur haut-valaisan quitta le château de la Port du Scex, qui ne logea depuis qu'un paisible gendarme (2).

En l'an de grâce 1798, notre commune pour la première fois eut la faculté de procéder elle-même à l'élection de ses autorités. Elle se donna un conseil avec un président pour la direction des affaires ; tandis qu'un châtelain administrait la justice.

---

(1) Imesch.

(2) Rameau

## CHAPITRE 2.

### Port-Valais sous le régime français.

Bonaparte qui appréciait la position stratégique du Valais rêvait de le rattacher à la France. A cet effet, il envoya le général Turreau qui surveillait à Domodossola les travaux de la route du Simplon, pour préparer le pays à l'annexion.

Cet officier arriva à Sion le 23 novembre 1801, avec le titre de général français commandant en Valais et mit tout en œuvre pour réaliser le plan du Premier Consul.

Néanmoins Turreau rencontra dans l'exécution de son projet une opposition et une résistance qu'il n'attendait certes pas de nos populations. Groupées autour du préfet de Rivaz de St-Gingolph, le courageux magistrat incarnant le parti national, elles firent comprendre à l'envoyé français que le peuple valaisan entendait conserver son indépendance et son droit de cité helvétique.

De leur côté les communes et les districts adressèrent au préfet des suppliques pour les transmettre au Conseil exécutif à Berne en pressant ce dernier d'agir sur le Premier Consul (1).

Répendus dans les localités, quelques révolutionnaires valaisans et français essayaient bien d'entraîner leur entourage dans les vues de la France, mais ils prêchaient dans le désert et se couvrirent de mépris.

Turreau ne pouvait supporter cette attitude calme et fière. Il s'emporta, écrasa les communes de contributions, fit main basse sur les caisses publiques, destitua les premières autorités du pays, les membres de la Chambre administrative du Valais, le préfet national de Rivaz qu'il remplaça par Pittier ainsi que les sous-préfets, mais les communes refusèrent de reconnaître les nouveaux pouvoirs (2).

---

(1) Grenat.

(2) Emmanuel de Rivaz.

Fatigué de ces vains efforts, Bonaparte décida pour réaliser son plan d'isoler le Valais. Dans ce but, il en fit une république indépendante en 1802. Enfin huit ans plus tard en 1810 il annexa le Valais à la France, sous le nom de Département du Simplon, divisant le pays en trois arrondissements : Brigue avec les cantons de Conches, Viège et Rarogne ; Sion chef-lieu avec Loèche, Sierre, Hérémence, et St-Maurice avec Martigny, Entremont et Monthey comme cantons.

Donc Port-Valais sous le régime français fit partie du canton de Monthey et avait un maire nommé par le préfet ainsi que son adjoint. Il serait intéressant de connaître le nom du premier maire de Port-Valais, mais les archives de cette époque troublée sont on ne peut plus obscures pour la commune de Port-Valais. Elles font presque complètement défaut. Vers 1811, l'annuaire du Valais cite Joseph Chablais comme maire et Joseph Sache en qualité d'adjoint.

L'étoile de Napoléon pâlit en 1813 après Leipzig. La campagne de Russie à laquelle prit part un corps de 16.000 Suisses porta un coup fatal à sa fortune. L'empire tomba en 1814. Le comte de Rambuteau préfet du Valais, s'enfuit par le col de la Forclaz emportant la caisse du Département. Le règne des Cent jours se termina par la défaite de Waterloo qui confirma la chute de Napoléon. L'ancien état des choses se vit rétabli par le Congrès de Vienne ; le Valais qui avait recouvré son indépendance, demanda et obtint de la diète fédérale son incorporation à la Suisse comme 20<sup>me</sup> canton. Agréée par les Puissances alliées, la nouvelle Constitution du Valais prévoyait 13 districts, avec Conthey.

Dès lors notre pays vécut une vie personnelle et Port-Valais devenu commune intégrante du dizain de Monthey, se constitua des autorités propres dont nous verrons plus loin la composition.

Cependant l'on se ressentait de la dureté des temps. Aux malheurs de la guerre vint s'ajouter la disette de 1816, qui éprouva nos populations. Ainsi que le reste du pays, Port-Valais connut les privations, la misère. Soit que des familles émigrèrent pour aller gagner leur pain ailleurs, soit que la mort avec son cortège de deuil, la famine et la maladie, fit son œuvre, les statistiques, chez nous, accusent une sensible diminution d'habitants en 1821. (1)

---

(1) Meyer : Recensements du Valais.

## CHAPITRE 3.

### L'administration.

#### a. Administration judiciaire.

Au moyen-âge, avons-nous vu, le prieur de Port-Valais, en qualité de seigneur temporel de l'endroit, administrait la justice en première instance, et le juge-mage du Chablais recevait les causes en appel.

Les Haut-Valaisans, après l'occupation de Monthey en 1536, reconnurent les droits du prieur Claude de Prex, comme seigneur temporel, mais pour sa vie seulement. En 1570, ils rachetèrent tous les avantages du dernier prieur Mandolaz. (1) De la sorte, l'administration de la justice en première instance leur revenait, tout comme celle en deuxième instance. Ils exerçaient la première par le châtelain du Bouveret installé au château de la Porte du Scex, la deuxième, par leur gouverneur de Monthey.

Le nouveau régime supprimant tous les droits seigneuriaux, notre commune trouva son indépendance. Elle se nomma, pour le civil, un conseil de cinq membres avec un président. Pour la justice en 1re instance un juge que l'on se plut à désigner toujours jusqu'en 1848 par le vieux nom de châtelain. Quand la sentence ne satisfaisait pas les parties, elles en appelaient au grand châtelain choisi par le Conseil de dizain. Aujourd'hui le grand châtelain se trouve remplacé par le juge-instructeur nommé par la Cour d'appel.

Pareil état de choses existe encore chez nous. Qui se déclare lésé par un jugement peut recourir au tribunal de district, d'arrondissement ou d'appel.

---

(1) Furrer.

b. Administration civile.

Après la chute de l'empire napoléonien, et le congrès de Vienne, le Valais retrouva une indépendance complète et devint le vingtième canton de la Suisse. Aux douze districts, les alliés ajoutèrent un treizième ; le district de Conthey, formé par les localités de Nendaz, Ardon, Chamoson. Port-Valais fit partie du dizain, puis du district de Monthey. (1)

Le Valais avait repris les institutions administratives de 1802. Au moyen-âge et sous les Hauts-Valaisans, dirigeait notre communauté de concert avec les autorités déléguées par la diète, un conseil composé des procureurs, du syndic et du métral, sorte de directeur des travaux publics. Le nouveau régime, issu de la Révolution, et l'empire français ne supprimèrent pas la syndicature qui disparut après 1848.

Sous Napoléon, se trouvaient à la tête de la commune, un maire et son adjoint : Joseph Chablaix et Joseph Sache, nommés, ainsi que les trois autres conseillers, par la préfecture. (2)

Dès lors, Port-Valais eut un conseil de sept membres nommé par l'assemblée primaire avec un président et un vice-président élus pour deux ans.

Celle-ci choisissait aussi le châtelain et son lieutenant.

Le Conseil communal élit les députés à envoyer au conseil de dizain, dont le président fait partie de droit. A son tour le conseil de dizain nomme son bureau, le grand châtelain, les députés à la Diète, et les assesseurs de dizain.

Après la dissolution du «Sonderbund » la nouvelle constitution fédérale prévoit une centralisation des pouvoirs. Elle remplaça le châtelain de commune par le juge de l'endroit et le grand châtelain par le juge instructeur, en 1848.

Quant au militaire il releva du canton et de la Confédération.

---

(1) Meyer.

(2) Annuaire.

## CHAPITRE 4.

### Ecoles de Port-Valais.

Avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'existait pas d'école publique dans chaque paroisse. Les conciles obligeaient cependant les évêchés, les abbayes d'ouvrir une école gratuite à tous les enfants riches ou pauvres. Généralement, le premier pionnier de l'instruction primaire dans les villages apparaît le curé. Sous le nouveau régime, un certain besoin d'instruction primaire se fit sentir dans toutes les couches de la population au fur et à mesure que les conditions d'existence devenaient plus faciles. Alors, on commença à légiférer sur la matière. La première loi sur l'instruction publique, le 15 décembre 1828, ordonne l'ouverture d'une classe dans chaque paroisse. (1) Port-Valais possédait déjà une école au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Au principe, le même maître fonctionnait dans les deux localités : le matin dans l'une, le soir dans l'autre.

Un rapport fait à l'Etat, selon l'historien Schmid, nous apprend qu'une commission scolaire faisait un ou deux examens chaque année, distribuant des prix aux élèves qui s'étaient distingués. Ce moyen d'émulation amena quelques progrès chez nos élèves.

La loi de 1873, complétant, par les soins du conseiller d'Etat Henri Bioley, les ordonnances de 1828, imposa à tous les enfants la fréquentation obligatoire des cours primaires. Depuis 1880, chaque village possède son personnel, personnel laïc, bien qu'on nous signale à Port-Valais, la présence des religieuses enseignantes de 1860 à 1870. Dès cette époque, les instituteurs et institutrices les remplacèrent dans cette noble tâche.

Servirent successivement comme maison d'école, aux Evouettes la ferme du Grand Clos, le café du Grammont, les maisons Pierre Seydoux, Henri Brouze, Marius Curdy ; au

---

(1) Blätter von Oberwallis II.



Bouveret, celles de Joseph Clerc, des frères Bonvin, enfin celle de Mme Gaillard-Imhof.

Enfin, vers les années 1890, à cause du développement de la population, on sentit la nécessité d'avoir, dans chaque village, un bâtiment approprié. On en profita pour élever des édifices spacieux pour les écoles, les séances du Conseil, les assemblées primaires, les services administratifs etc., au Bouveret en 1895 ; en 1897, aux Evouettes.

### **Institut des Sourds-muets.**

A l'instruction primaire on peut rattacher l'institut cantonal des sourds-muets. L'Aiglon, qui compta comme hôtel quelques années de prospérité, ferma ses portes en 1912, faute de clients. En 1928, l'Etat du Valais le racheta de la Banque de Montreux au prix de 140.000 francs, dans le but d'y transférer l'institut de Géronde, confié aux Sœurs d'Ingenbohl, si dévouées. Le 11 novembre de la même année, maîtresses et élèves des deux sexes en prirent solennellement possession en présence de M. le conseiller d'Etat Oscar Walpen, chef de l'Instruction publique, qui voua tous ses soins à cette œuvre. Mgr Bieler, accompagné des autorités civiles et ecclésiastiques, procéda à la bénédiction de l'établissement le 4 décembre 1930, au milieu d'un grand concours de population et en présence de personnalités marquantes des cantons voisins. Après des réparations et des transformations bien comprises, ce vaste bâtiment permet d'abriter actuellement 150 enfants avec 50 personnes de service, et d'en loger 170 au besoin. Cet institut contribue au développement du Bouveret et le fait avantageusement connaître dans le canton, en Suisse et à l'étranger.

---

## CHAPITRE 5.

### Bouveret tête de ligne de chemin de fer.

Située entre la Suisse, la France et l'Italie, notre vallée du Rhône joua de tout temps un rôle dans l'histoire. Napoléon, à cet effet, fit relier, vers 1800, l'Ossola avec Brigue par la route du Simplon qui coûta dix-huit millions. Un demi-siècle plus tard surgissait la question des chemins de fer alpins.

L'Angleterre la première avait essayé la traction à vapeur avant 1840. En Suisse des expériences heureuses eurent lieu vers 1845 à Zurich. A la suite de ces essais des sociétés se fondèrent pour mettre en valeur ce genre de locomotion. (1)

Après les remous révolutionnaires de 1848, l'Europe, un instant pacifiée, créa des voies de communication qui devaient rapprocher les peuples et faciliter la vie à bon marché.

Le comte de La Valette, ingénieur français énergique mais inexpérimenté, obtenait de la France et de l'Etat du Valais l'autorisation de construire une voie de communication reliant les nations voisines par la ligne d'Italie, envisageant même le percement du Simplon. Déjà existait le tronçon Villeneuve-St-Maurice. De son côté, la bourgeoisie de Port-Valais, comprenant l'importance de cette initiative, entra en pourparlers avec la société de la ligne d'Italie, lui cédant un terrain de cinq hectares. Les fonds nécessaires rassemblés, l'entreprise, malgré nombre de difficultés, construisit alors la section Bouveret-Martigny, en 1859, la continua jusqu'à Sion en 1860 avec un matériel parfois provisoire. Aussi notre gare du Bouveret, comme les autres sur le parcours, présenta d'abord l'aspect d'une guérite de halte. (2)

---

(1) Dictionnaire de géographie.

(2) Stockmar : La ligne du Simplon.

Le tronçon Bouveret-St-Maurice coûta une somme, au-delà de toute prévision. Ce fut la faillite. (2)

Devant cet échec, La Valette fonda, en 1867, la « Société de la Nouvelle ligne d'Italie » qui, à force de réclames et d'invitations aux principaux journaux d'Europe, réussit à continuer la voie Sion-Sierre.

Nouvelle liquidation. Après rachat de l'entreprise, la société (S. O. S.) Sud-Ouest-Suisse construisit les gares de chaque station, puis livra à la circulation le tronçon Bouveret-St-Gingolph le 1er juin 1878. La gare du Bouveret fut inaugurée le 24 septembre 1873. Construite en planches au bord du lac, dans un terrain marécageux, elle n'eut jamais l'importance que lui attribuait le comte de La Valette, la ligne sur la côte suisse détournant le trafic. A cette gare de fortune succéda en 1928, un nouvel édifice confortable avec des abords élargis, assainis, ornés de fleurs, et ombragés par les tilleuls et les sapins. Cette nouvelle construction mérite mieux le titre de gare internationale.

---

## CHAPITRE 6.

### La Poste.

Au chapitre de la douane, il ne sera pas inutile d'ajouter quelques mots concernant la poste.

Ce service remonte en Valais au XVII<sup>e</sup> siècle. Il était encore bien primitif. Deux courriers parcouraient le pays environ deux fois la semaine. Au siècle suivant le service postal s'améliora sensiblement. L'Etat l'affirma dans le Bas-Valais à divers particuliers. Avec le régime français, la poste fut organisée et desservie par les diligences qui transportaient à la fois, les lettres, les petites marchandises et les voyageurs.

La diligence partait de St-Gingolph, s'arrêtait au milieu du village de Bouveret, passait aux Evouettes sans s'arrêter pour faire à Vionnaz le premier relais.

En 1830, le Valais donna en régie la poste qui, en 1848, devint fédérale. (1)

Il y eut donc un dépôt au Bouveret, élevé plus tard au rang de bureau.

La première poste fut établie dans l'ancienne maison sur l'emplacement de laquelle s'élève actuellement la boucherie Clément Derivaz et le salon de coiffure Richon. De là, elle fut transférée dans la maison actuelle des frères Bonvin, puis à la gare, à l'arrivée du chemin de fer.

Vers l'année 1910, on éprouva le besoin d'une construction susceptible de recevoir les nouveaux services de télégraphe, téléphone et plus à la portée de la population. La nouvelle poste fut achevée en 1914, à quelques pas seulement de la première.

Aux Evouettes, le premier dépôt connu fut installé en 1904 à la maison commune qui venait de se construire. Le service fut transféré au bâtiment actuel en 1923. Aux Evouettes comme au Bouveret, le transfert présenta une amélioration appréciable.

---

(1) Henrioud : La poste en Valais.

## CHAPITRE 7.

### La Douane.

Dans notre pays, il exista de bonne heure des péages, droits de passage prélevés sur les marchandises et le bétail, pour l'entretien des ponts et des routes ; ainsi à St-Maurice et à Villeneuve. Ce dernier poste, après l'occupation de Chillon par les Bernois, passa pour le Valais à la Porte du Scex, où le châtelain du Bouveret, puis un gendarme sous le nouveau régime occupèrent successivement le château (1).

L'Acte de Médiation supprima en partie les anciens droits et péages, mais le Pacte fédéral de 1815, établit un droit d'entrée sur les marchandises qui n'étaient pas de première nécessité. Le prélevaient tous les cantons-frontières, qui en rendaient compte à la Diète Helvétique.

En 1848, la Constitution fédérale attribua les péages à la Confédération, qui plaça à la frontière un cordon douanier unique, répartit aux cantons par tête de population les revenus des taxes d'importation et de transit. Jusqu'alors, ce droit ne se proposait qu'un but fiscal. Il revêtit sous la pression des événements un caractère toujours plus protectionniste ; il s'agit de défendre les produits du pays contre la concurrence étrangère (2).

La douane désigne aujourd'hui la taxe imposée aux marchandises à leur entrée dans le pays. Occupant avec le commerce un département spécial, elle constitue la principale ressource du trésor fédéral.

La Confédération, après avoir racheté les droits des cantons, des communes, des corporations et des particuliers sur les péages, divisa la frontière en cinq, puis en six arrondissements douaniers, dont le dernier formé par Genève et le Valais.

---

(1) De Rivaz, Rameau.

(2) Dictionnaire de géographie de la Suisse.

Dès 1849, l'Assemblée fédérale fit porter différents tarifs successivement révisés, augmentés en vue des traités de commerce avec l'étranger notamment avec les nations voisines. On avait entrepris en 1913, des travaux préparatoires pour renouveler les tarifs ; à cause de la guerre, ce projet ne vit pas le jour. La situation économique d'après-guerre, obligea le Conseil fédéral à élaborer, à titre provisoire, un tarif augmenté encore en vigueur en 1922. (1)

Il existait auparavant un péage à la Porte du Scex. Depuis 1853 une douane s'éleva au Bouveret dans une pièce attenante à l'ancienne gare. Elle garde sa forme et sa place primitive, bien qu'une transformation en harmonie avec l'aménagement de la nouvelle gare de 1928 eût été vivement désirable.

Ce poste aurait été desservi à ses débuts par un seul agent receveur dans la personne d'Alexandre Bussien, député de Port-Valais. A partir de 1860, il devint nécessaire d'augmenter le personnel. Les employés de douanes se trouvent actuellement au nombre de six.

---

(1) Dictionnaire de géographie.

## CHAPITRE 8.

### Sociétés locales.

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, le contingent militaire de Port-Valais, incorporé à la grande bannière de Monthey, se trouvait astreint à des exercices de tir annuel. A la suite de ces exercices prirent naissance dans chaque commune des sociétés de carabiniers qui se développèrent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (1).

Les Evouettes et le Bouveret virent tous deux se créer un groupement avec un comité local. A la tête de chaque association, avec un lieutenant et un secrétaire pour le protocole, se trouvait un capitaine qui dirige la société, préside les réunions à la saison d'été.

Pour réaliser le but de la société, qui est d'encourager et de développer le « noble jeu » du tir, les membres s'engagent à prendre part aux exercices plusieurs fois l'année. C'est là une récréation honnête et profitable, puisqu'elle fournit l'occasion d'entretenir les relations de bon voisinage, d'échanger des idées, de discuter des projets de sport et d'utilité publique. On clôturait cette série d'exercices tenus le dimanche par une petite fête, où l'on distribuait des prix aux meilleurs tireurs, tandis que l'on partageait une joyeuse agape fraternelle. Populaire entre toutes, cette fête continue aujourd'hui avec la participation non seulement des vétérans et des jeunes tireurs, mais aussi de la population entière, agrémentée par les morceaux goûtés de la fanfare locale.

Sous le nouveau régime, les Evouettes et le Bouveret eurent chacun leur société de carabiniers. L'absence d'archives ne permet pas de citer les dates précises de leur fondation. Toutefois les recherches accomplies par le dévoué capitaine des carabiniers du Bouveret, M. A. Cachat, et les renseignements pris auprès des personnes les plus âgées, autorisent à croire que ces deux sociétés-sœurs prirent naissance vers la même époque, après 1800.

---

(1) Grenat.

Dès leur fondation, ces sociétés entrèrent en possession d'un lot de forêt, bois taillis, connu sous le nom de « Rape de Sacellard ». Cette forêt, offerte par une demoiselle au nom inconnu, épargne aux carabiniers bourgeois une partie de la cotisation annuelle.

On désigne aux Evouettes comme première place de tir la maison de feu Arthur Clerc, où se trouvait jadis le four banal. Plus tard l'exiguïté de l'espace fit transporter le champ de tir au pré des « Muss », où il se trouve actuellement.

Au Bouveret, les exercices de tir eurent lieu premièrement entre la boulangerie Alexandre Cachat et la maison de Commune où s'élevaient les cibles. Toutefois la proximité de la route cantonale obligea la société à transférer son champ de tir dans un lieu offrant plus de sécurité.

Le capitaine Alexandre Bussien, vers 1870, offrit gracieusement la Combettaz. La bourgeoisie fournit le bois nécessaire ; trente carabiniers travaillèrent gratuitement à l'aménagement du stand, achevé dans l'année.

Pareil enthousiasme ne devait pas s'arrêter là. Dès 1871, un joli drapeau recueillit désormais, dans ses plis, les lauriers et les deuils de la société.

La construction de la nouvelle église de Bouveret, en 1913, et plus tard de la villa de « La Châtaigneraie » obligea les carabiniers à lever une deuxième fois leur camp pour chercher au nord-est de Bouveret un champ de tir inauguré avec éclat en 1920. A partir de cette date, la société ne cessa de prospérer. Les meilleurs tireurs formèrent une section chargée de représenter les couleurs de Port-Valais, dans les concours de tir cantonaux. Des résultats très honorables couronnèrent leurs efforts.

Enfin, l'année 1931, sous la direction aussi ferme que modeste de son capitaine, elle s'enrichit d'un nouveau drapeau, baptisé solennellement en la fête des SS. Pierre et Paul.

A côté de la cible il convient de signaler d'autres sociétés, les fanfares des Evouettes et du Bouveret, la section de Sauvetage et la société de chant.

La fanfare du Bouveret prit naissance vers 1890, grâce à l'initiative de Charles Imsand, chef de train au Bouveret.



Malheureusement, le décès de plusieurs membres fondateurs et la nécessité pour d'autres de gagner leur vie ailleurs, paralysèrent son activité.

Aux Evouettes, la fanfare « Echo du Grammont » fête, cette année 1931, son vingt-cinquième anniversaire. Elle doit en grande partie son existence aux efforts de l'instituteur Emile Schurmann. Celui-ci sut imprimer à cette société un élan qui lui a permis de surmonter les difficultés.

Terminons ce chapitre, en mentionnant, comme société de chant, la « Jeune Chorale » des Evouettes, fondée par Gratien Curdy, en 1912.

---

## CHAPITRE 9.

### Population.

Primitivement, Port-Valais avait un territoire bien restreint. De ce fait, il renfermait peu d'habitants. Les comptes du château de Chillon, auquel notre communauté devait des prestations, accusaient avant 1349, 44 ménages ce qui donnait un total d'environ 280 habitants. Survint la peste qui y fit de nombreuses victimes et réduisit à 17 le nombre des feux, environ 90 personnes (1).

La population augmenta peu, pendant le XV siècle, puisqu'on n'enregistra qu'une vingtaine de ménages, donc 110 habitants (2). Si la domination haut-valaisanne pesait à certains milieux, elle valut au moins au Bas-Valais, trois siècles de paix ; ce qui permit aux populations de se développer. Eydier, à cette époque, changea son nom contre celui de Bouveret, à cause, semble-t-il, de l'extension prise par les pâturages de la Praille.

A titre de curiosité, voici quelques chiffres tirés des statistiques officielles.

La première date de 1798 et attribuée à Port-Valais 50 à 60 feux. Depuis, notre population a doublé, témoin les différents recensements publiés par M. le Dr Abbé Meyer, archiviste cantonal.

Dénombrement de 1798 :

Bouveret, 34 feux : 34 demeures avec 105 habitants ; les Evouettes : 30 demeures avec 114 âmes ; Port-Valais, 10 habitations avec 12 âmes. En tout 231 habitants.

Désormais, notre communauté continue à augmenter normalement. En 1802 elle compte 249 habitants ; 240, en 1811, sous l'empire français. Ne faut-il pas attribuer cette légère

---

(1) Comptes de Turin.

(2) Gremaud VII-VIII.

baisse aux troubles et à la conscription forcée du régime napoléonien ?

Au retour de la paix, en 1816, Port-Valais a 312 habitants. Nouvelle baisse en 1821 avec 278 âmes, causée par les années de disette et de famine.

Le recensement de 1829 accuse 338 habitants, parmi lesquels 228 communiers, 19 valaisans patriotes, 19 habitants perpétuels dont 15 Suisses et 4 étrangers.

Si nos renseignements intéressent nos lecteurs, voici encore des chiffres ultérieurs :

En 1837 il y a 387 habitants ; 428 en 1846 ; 490 en 1850 ; en 1860, 602 ; augmentation sensible provoquée par la construction du chemin de fer ; 1870 donne 575 âmes ; 1880, 564 ; 1888, 669. En 1900, on trouve 725 habitants, dont 429 bourgeois, de l'endroit, 148 valaisans, 86 suisses, 62 étrangers.

683 entre eux parlent français ; 33, allemand ; 9, italien (1).

De tous ces chiffres, il ressort que notre population augmenta régulièrement malgré quelques flottements passagers, provoqués par les troubles extérieurs, par les crises agricoles ou par les émigrations.

1930 accuse les résultats suivants :

Bouveret compte 147 ménages avec 727 habitants ; les Evouettes, 79 ménages avec 386 habitants. Le total donne 1113 habitants.

---

(1) Dr Meyer : Recensements du Valais.

## CHAPITRE 10.

### Ressources du pays.

**Agriculture.** — Avec l'accroissement de la population au XIX siècle la production agricole s'intensifia. L'agriculture qui formait dans le passé la première ressource, reçut avec les méthodes modernes une impulsion nouvelle. Cette époque vit le partage des biens bourgeoisiaux de la Praille et le rachat des propriétés que primitivement Port-Valais et La Tour de Peilz possédaient un indivis. Les nôtres pâturaient jusqu'en mai. A cette date, arrivaient les Vaudois avec leurs troupeaux, se réservant certains clos autour de leurs habitations. (1)

Pour éviter plus tard des difficultés inévitables en pareil état de choses, nos voisins proposèrent d'occuper la rive gauche de la Benne, abandonnant la droite à nos communiens. Petit à petit au cours du XIX siècle, ces confédérés vendirent leurs propriétés aux Valaisans, qui les exploitent aujourd'hui. Ces terres eurent tout à gagner d'un changement. Les nouveaux propriétaires trouvaient intérêt à mieux travailler un sol qui leur appartenait en propre et devait les nourrir l'année entière. Comment cette amélioration n'aurait-elle pas occasionné une augmentation du bétail ?

**Bois.** — De tout temps le bois figure à côté de l'agriculture parmi les ressources de l'endroit (2). On en fit une grande exploitation sous le régime français, durant tout le cours du XIX siècle, surtout pendant la dernière guerre, où bois de construction, bois d'affouage rapportaient gros.

Sans parler de la pêche qui reste une ressource dans un pays comme le nôtre, principalement dans les mois d'été, de novembre et de décembre, citons le commerce et l'industrie. La construction du chemin de fer et le service des ba-

---

(1) Furrer.

(2) Gremaud passim

teaux à vapeur attirent au Bouveret, position gaie et reposante avec ses ombrages touffus, nombre d'étrangers, en particulier des voyageurs. A certains jours de fête, l'on en rencontre des milliers, ce qui donne au Bouveret l'animation d'une petite ville. Cette affluence amena naturellement la construction de restaurants, pensions et même d'hôtels.

A nommer la vieille Souste, face au débarcadère, transformée pour le besoin en taverne, connue sous le nom Hôtel de la Tour. L'Hôtel de la Navigation, ancienne maison modernisée. Dans l'Hôtel Terminus il nous faut voir une maison particulière agrandie par les propriétaires actuels vers 1880. Quant à l'Hôtel de la Forêt, c'était encore en 1875, un petit chalet. La beauté de son site attira l'attention d'une société hôtelière qui le fit remplacer par un hôtel bien achalandé.

En 1900, se construisit l'Aiglon, hôtel de premier ordre, qui obtint d'abord du succès, mais tomba peu à peu. Fermé pendant plusieurs années, il passa en liquidation. L'Etat du Valais l'acheta en 1928 pour y transférer, après de notables réparations l'Institut des Sourds-Muets de Gêronde.

Il convient encore de mentionner la fabrique de tuiles économiques qui, après avoir travaillé depuis 1900 avec un certain nombre d'ouvriers pendant la guerre, ne put supporter la concurrence ; la carrière de grès dont l'exploitation occupe de 30 à 40 ouvriers ; enfin en 1930, la nouvelle entreprise la « Rhona », dont les machines montées sur un pied moderne, permettent un rendement considérable pour fournir, par la voie du lac, du sable aux chantiers des villes vaudaises et genevoises.

Si la guerre et l'après-guerre portèrent un coup fatal à notre industrie hôtelière, sa position heureuse au bord du lac assure au Bouveret un certain nombre de passagers et d'admirateurs. Voilà qui nous vaut un regain d'industrie et de commerce.

## CHAPITRE 11.

### Canal Stockalper.

#### Ouverture du canal.

Le Valais tirait péniblement le sel de l'étranger. Au moyen-âge, à cause des difficultés de transport par le Simplon ou les routes du Bas-Valais à travers un pays accidenté, cette marchandise revenait cher. Devenu grand fournisseur de cet article pour toute la vallée du Rhône, le grand Stockalper proposa à la Diète d'ouvrir un canal navigable, de Vouvry à Collombey, ce qui abaisserait d'un tiers le prix de cette matière première. (1)

Le projet accepté après examen fait par une Commission, Gaspard Stockalper chargea le banneret Jean Devantéry, de Monthey, de commencer le travail le 17 juin 1651. Ouvert sur ce parcours le 10 juin 1659, le canal avait coûté 17.000 francs, outre l'achat des terrains et des dépenses du matériel. (2)

Fréquemment submergé par les eaux du Rhône, le sol de Port-Valais ne présentait probablement pas assez de consistance pour pousser les travaux jusqu'au lac.

#### Prolongement du canal.

Cet état de choses dura deux longs siècles. Après 1870, l'on projeta de prolonger le canal, de Vouvry au Bouveret, dans l'espoir d'assainir la plaine marécageuse. Les communes intéressées se réunirent le 4 novembre 1875 à Monthey, à l'effet d'étudier le projet. Malgré leur opposition, les représentants de Port-Valais subirent la volonté de la majorité, qui leur alloua un dédommagement de 21.000 francs. Nos autorités ne se trompaient pas : si la partie supérieure

---

(1, 2) Grenat.

de la Praille bénéficia de ces travaux, le reste du territoire, par contre, en souffrit assez pour que les intéressés continuassent à présenter leurs doléances à l'Etat. (1)

Le 22 avril 1879 avait vu l'achèvement du canal. Celui-ci, rendant moins service à notre commune qu'aux autres, la Commission du Grand Conseil proposa, dans la répartition des frais, de ne mettre à la charge de Port-Valais que le tiers des dépenses réelles, déduction faite de l'apport du district. Restait la question de l'entretien. Port-Valais devait maintenir le canal à ses frais. Au cas où le niveau du lac viendrait à baisser, sa contribution pourrait même augmenter. (2)

Mais les prévisions de la Commission ne se réalisèrent pas. Si l'écoulement des eaux avantagait les territoires supérieurs, le regorgement du canal, à son embouchure, provoquait des inondations à l'époque de la fonte des neiges et des grandes pluies. Rien d'étonnant si Port-Valais se refusait toujours obstinément à payer sa quote-part des frais du creusage du canal et de son entretien, charge que le gouvernement finit par lui imposer le 17 août 1881, en cherchant pourtant à l'alléger par un subside de 4500 francs. (3)

#### Elargissement du canal.

Le prolongement du canal ne donna pas encore tout le résultat espéré. L'eau s'écoulait, mais pas suffisamment pour améliorer la plaine marécageuse. Aussi vers 1923, avec le concours assuré du canton, de la Confédération et de la société des Produits chimiques de Monthey, les localités intéressées envisagèrent l'élargissement du canal, caressant même l'espérance d'en faire une voie navigable. Après étude, il fallut se contenter d'accomplir ce travail, uniquement pour l'écoulement des eaux. Les communes ne s'entendaient pas pour la répartition des dépenses. Alors l'Etat du Valais intervint et, sur le rapport de la Commission Rhodanique, déclara cette œuvre d'utilité publique, décrétant en date du 27 janvier 1931, le commencement des travaux pour l'année en cours. (4)

L'adoption du deuxième devis impose à notre commune une contribution d'environ 134.000 francs.

---

(1, 2, 3, 4) Archives locales.

## SECTION IV.

### La paroisse

#### CHAPITRE 1.

##### Le Prieuré.

Les actes mentionnent à Port-Valais, en 1216, une église dépendant de l'abbaye de S. Michel de Cluse, près de Turin en Piémont, à la suite, sans doute, de donations des comtes de Genevois (1). Sans prétendre qu'il y eût primitivement paroisse, l'on s'occupait déjà du soin spirituel de la population de l'endroit au XII<sup>e</sup> siècle. La liste des ecclésiastiques de cette église comprend des religieux, mais aussi des prêtres séculiers. La chose s'explique quand on sait que le prieuré alla en commende au monastère de Lutry et même à l'évêché de Lausanne.

Après l'occupation haut-valaisanne, en février 1536, le prieur Georges de Prex, chanoine de la cathédrale de Lausanne, semble-t-il, avait réussi à faire valoir ses titres à cette seigneurie ecclésiastique, mais pour sa vie seulement.

Il tenta, dans sa vieillesse, une substitution en faveur du vénérable Louis Mandollaz, protonotaire apostolique, prêtre du diocèse de Genève. Mais si l'abbaye de S. Michel de Cluse et l'évêché de Sion la reconnurent, la Diète du Valais se refusa obstinément à l'admettre. Pour les désintéresser définitivement de cette seigneurie, les députés consentirent à donner aux Mandollaz 400 « écus d'or au soleil ».

L'évêque Hildebrand de Riedmatten s'avisa alors de remarquer que ce bénéfice ecclésiastique, situé dans son diocèse re-

---

(1) Cremaud V. 425.



levait de sa juridiction. L'abbaye de S. Michel, qui tenait notre prieuré en arrière-fief, répondit que « de cette fondation ne dépendait ni paroisse, ni église, ni cloches, ni aucun attribut quelconque d'église ; que l'usufruitier n'était tenu ni aux matines, ni à la messe, ni aux vêpres, ni à aucun office divin » (1).

Selon la teneur de cette réponse, il n'existait pas de paroisse à Port-Valais avant 1570. Notre prieuré aurait formé une simple propriété ecclésiastique du monastère, dont le titulaire aurait bénévolement desservi ou fait desservir la chapelle de Port-Valais (2).

Quoi qu'il en soit, remarque le chanoine Grenat, l'Etat du Valais acquit ce bénéfice, parce que ce situé dans un lieu de débarquement et à l'entrée du pays. Il ne lui paraissait pas bon de voir un propriétaire étranger installé à ce poste-frontière. L'Etat coopérant à la fondation de ce bénéfice-cure, s'en réserva, on le conçoit, le droit de patronage.

Sous l'ancien régime, il chargeait son gouverneur de Monthey de pourvoir à la nomination des titulaires. Le choix des curés se fit, depuis, par le Grand Conseil, jusqu'à la renonciation de celui-ci lors de la promulgation de la nouvelle constitution en 1907. Depuis, l'évêché seul en a la collation.

---

(1) Abscheid XVI, 1570.

(2) Grenat.

## CHAPITRE 2.

### Eglises de Port-Valais et de Bouveret.

Le premier sanctuaire de Port-Valais s'éleva probablement à l'emplacement actuel. Il subit trois agrandissements successifs. Le premier suivit de près l'érection de la paroisse en 1570, peut-être lors de la construction du clocher, en 1613.

Plus tard, l'accroissement de la population exigeant un édifice plus spacieux, l'église de S. Michel s'allongea en 1850. Vers 1880 on y procéda encore à des réparations ainsi qu'en 1907. M. le curé Zufferey construisit la tribune. En 1924, on effectua la restauration extérieure du clocher et de l'église, dont la porte d'entrée fut ornée d'un auvent.

Ce sanctuaire ne renfermait primitivement, sans doute, que l'autel de S. Michel, plus tard, on érigea à droite l'autel du Saint Rosaire et à gauche celui de sainte Apollonie, seconde patronne de la paroisse, que l'on invoquait contre les maux de dents. Sa fête attirait jadis un grand concours de pèlerins des villages environnants, même de la Savoie. Pareille affluence se voyait encore il y a quelque quarante ans. Ne faudrait-il pas regretter de voir tomber le culte de cette Sainte ?

### Eglise de Bouveret.

Cependant le Bouveret, déjà davantage peuplé au moyen-âge, se développait plus rapidement à la fin du XIX siècle.

Comme l'ancienne église de Port-Valais devenait de nouveau insuffisante, la construction d'une nouvelle s'imposait. Où la placer ? L'ancienne se trouvant entre les deux localités, convenait-il de la bâtir dans cet endroit presque désert ?

De plus, à l'époque de la construction, une raison plausible militait en faveur du Bouveret. Cette agglomération connaissait une ère de prospérité jusqu'alors inouïe. Il se cons-



Eglise de Bouveret



truisait des hôtels, quelques-uns de premier ordre ; une usine s'ouvrait ; on parlait d'aménager le port, ce qui se fit en 1920 ; l'on exploitait une nouvelle carrière ; voilà autant de motifs qui désignaient le Bouveret à l'attention de l'autorité ecclésiastique.

Bien que l'on ne vît pas se réaliser toutes les espérances données par l'industrie hôtelière, la population continuait à augmenter. A l'abbé Laurent Zufferey, s'il ne réussit pas dans toutes ses entreprises, revient néanmoins le mérite d'avoir élevé en 1913, en style romand, le sanctuaire de Notre-Dame de Lourdes avec son clocheton. C'est le fruit de son dévouement, de ses labeurs et de ses sacrifices. La consécration en eut lieu en 1914. Après son départ, survenu en 1915, M. Guéron plaça le maître-autel en marbre, monta la tribune, plaça les bancs, la table de Communion et meubla la sacristie.

Son successeur érigea les deux autels latéraux du Sacré-Cœur, du côté de l'Evangile, et de S. Joseph. Il mit un plancher dans l'église.

Voilà une église avec le nécessaire. Puisse à l'avenir se rencontrer chez nous des âmes généreuses qui nous permettent d'achever l'œuvre commencée par la construction d'un clocher et le placement d'un petit orgue.

---

### CHAPITRE 3.

#### Presbytères.

L'ancien prieuré s'élevait autrefois sur la colline de Port-Valais. Les restes de vieux murs qui apparaissent au nord-est, à quelque distance de l'église ne marqueraient-ils pas son emplacement ? La cure actuelle de Port-Valais, à s'en tenir à son architecture, daterait de la fin du XV siècle.

Agrandi du côté nord vers 1689, ce bâtiment subit, avec des réparations successives, des transformations. Il servit de demeure au curé. Avec l'autorisation de l'évêché de Sion, le Conseil communal s'y réserva une salle pour les délibérations et les votations (1).

M. le Curé Guéron, en 1922, quitta cette vieille construction pour le Bouveret, dont les habitants s'employèrent à la bâtisse de la nouvelle Cure. Elle s'éleva à quelques mètres à l'est de la nouvelle église, composé d'un rez-de-chaussée en pierre et d'un étage en bois. Terminée en 1924, elle coûtait 36,000 francs.

Voilà une lourde dépense pour la population du Bouveret en ces temps critiques. Puissent nos aimables lecteurs s'intéresser à cette œuvre paroissiale !

---

(1) Archives paroissiales.

## CHAPITRE 4.

### Liste des desservants de l'église de Port-Valais. (1)

Les premiers titulaires venaient de l'abbaye de S. Michel de Cluse, près de Turin. Ils portaient généralement le titre de prieurs, parce qu'ils vivaient chez nous, avec un confrère. De là, le titre de prior, supérieur.

1270 Rodolphe de Viviaco (Vevey), recteur ou prieur de Port-Valais, appelé au chapitre général de sa maison avant la fête de la Toussaint 1270, ne put s'y rendre à cause de la guerre.

1292 Pierre, prieur (Grenaud III vol. 442).

1324 François, prieur.

1393 Frère Henri, prieur.

1416 24 février, Jean Montyon, vénérable religieux, licencié en droit, prieur.

1429 Jean de la Fléchère, (Gren. VII, 553). prieur.

1444 Hugonet Audillard (connu par des titres).

Au milieu du XV siècle, le prieuré passa en com-mende jusqu'à l'occupation haut-valaisanne.

1464-80 Urbain de Divonne, prieur commendataire de Port-Valais, eut des prêtres amodiateurs :

1. Goliaux Guillaume, prêtre amodiateur, 5 mai 1471.

A cette époque, le prieuré se trouvait probablement uni à la mense épiscopale de Lausanne.

2. Benoît Wuy, 2 juillet 1471.

1490 Claudius de Grilliaco, infirmier du monastère (Pater niaci) de Payerne, au diocèse de Lausanne, prieur com-mendataire de Port-Valais, selon des titres de 1490-1496.

Antoine Papeti, curé (amodiateur) de Port-Valais, XV siècle.

---

(1) de Rivaz-Ritz : Etats du clergé.

- 1500-36 L'évêque de Lausanne, Aymon de Montfaucon, prieur commendataire de Port-Valais, a pour prêtres amodiateurs :  
Pierre Frachetti, chapelain de Lausanne, curé et châtelain... élu le 3 février 1500. il resta en fonction jusqu'au printemps 1511.
- 1511 Jean Francini, chapelain de Lausanne, nommé le 11 juin 1511 curé et châtelain, vivait encore en 1520.
- 1520-22 Amédée Ballivi, chapelain de Lausanne, curé et châtelain.
- 1522-32 Claude de Prex, chapelain de Lausanne, élu le 19 septembre 1522, curé et châtelain.
- 1532-52 Aymon Christophery, chapelain de Lausanne, choisi le 3 mai 1532, curé et châtelain.
- 1552-64 Charles de Blonay de St-Paul, prieur et châtelain.
- 1564-68 Claude de Prex, élu, le 20 octobre 1564.
- 1568 Georges de Prex : ( « Georgius de Prex prior, de Port-Valais, seigneur temporel de ce lieu »), frère de Claude Hildebrand de Riedmatten, fut rejetée par l'Etat du pays de Vaud en 1536, supprimèrent l'évêché et le chapitre de Lausanne. Vers 1570, le prieur commendataire résigna ses fonctions en faveur de (1)
- 1568 Louis Mandollaz, protonotaire apostolique, prêtre du diocèse de Genève. Cette combinaison admise par le cardinal d'Ivrée, abbé de Cluse et par l'évêque de Sion Hildebrand de Riedmatten, fut contestée par l'Etat du Valais, qui racheta les droits du prieuré et y nomma dès lors un curé (2)
- 1529 Pierre Viveti (Girat).
- 1581 Aymon d'Aix, de Meyera.
- 1593 7 janvier, Humbert Mocand.
- 1625 2 janvier, Claude Bisel.
- 1632 6 mai, Maurice Clément d'Illiez.
- 1644-48 — Pierre Marigeod de Massongex.
- 1648 Jean Cornut.

---

(1) de Rivaz.

(2) Furrer.



- 1650 Bernard Passiaco,  
1661 Michel Briard,  
1669 Michel Ecoffier, d'Anniviers, curé de Vercorin 1662,  
de Vissoie 1663, de Vétroz 1664, de Port-Valais 1669.  
1674-80 Jean Combaz.  
1681 (12 mars) Claude Combaz, qui se démit pour raison de  
santé.  
1682 Claude Fornex.  
1684 (1er mai) Jean-Baptiste Michaud, renonce le 3 mai  
1695 et meurt à Illarse le 6 avril 1696.  
1695 (1er mars) Bernard Melliât résigne le 4 septembre 1709.  
1709-26 Hubert Pingins, de Bagnes, né le 1688, novice au  
St-Bernard en 1709, devient curé de Port-Valais de  
1709 à 1726.  
1727-32 Pierre Maurice Pochon, de Vérossaz, décédé le 15  
décembre 1732.  
1733 (12 avril) Antoine Crépin de Troistorrents, jusqu'en  
1743. On le trouve à Collombey en 1750, puis de nou-  
veau à Port-Valais jusqu'en 1758. Il meurt à Collom-  
bey en 1759.  
1758-80 Antoine Moche de Collombey, décédé le 10 avril  
1780.  
1780 (21 déc.) Joseph-Nicolas Delavis, décédé en 1799.  
1799-1802 Jacques Mudry, Barnabite savoyard de Biort  
(Faucigny) mort en mai 1802.  
1802 Tuffy du diocèse d'Aix, administrateur, (Port-  
Valais se trouve sous la domination napoléonienne).  
1802-12 Pierre François Roh, de Conthey.  
1812 François Romain Carroz d'Arbaz.  
1816 François Isaac Marclay.  
1821 Joseph Chaperon.  
1823 François Joseph Frossard.  
1828 Pierre Joseph Bruchez de Bagnes.  
1829-40 Joseph Dunoyer, depuis chancelier, † à Miège en  
1858.  
1846-56 Joseph Wœffrey de St-Maurice, professeur.

- 1857-60 Joseph Wœffrey. A cette époque troublée apparaît encore un certain Dunand comme curé de Port-Valais, il est difficile de préciser.
- 1860-61 Jean-Baptiste Reynard de Savièse y vint mourir en 1861, regretté de ses paroissiens.
- 1861 Gillieti de Genève plante l'avenue des noyers de la cure à l'église.
- 1868-87 Olliet-Charles de Bagnes, né le 18 janvier 1831, ordonné à Innsbruck en 1862, devint successivement curé de Chippis en 1866, vicaire de Monthey en 1863 et 64, curé de Vercorin, de Port-Valais, en 1868 jusqu'en 1887, puis vicaire de Fully. De là il part pour l'Amérique et meurt sur le chemin à son retour de New-York, en avril 1887.
- 1887-91 Bridy Germain, nommé curé de Vissoie, malgré les efforts tentés par les autorités pour le retenir. Curé de St-Maurice de Laques, de Miège, aujourd'hui chanoine honoraire de la cathédrale de Sion.
- 1891-1906. Venthey Charles, auparavant vicaire de Conthey.
- 1906-1915. Joseph-Laurent Zufferey, né à St-Luc, en juin 1858, étudiant à Sion, où il est ordonné en 1885, recteur à Hérémece en 1885, curé de Salins en 1886 où il construit l'église ; curé d'Evolène de 1890 à 1900 ; curé de St-Maurice de Laques de 1900 à 1906, il y réédifia l'église ; curé de Port-Valais en 1906, il bâtit l'église du Bouveret, puis en février 1915 il quitte Port-Valais, résigne le poste de Muraz, devient recteur à Sierre et demande en 1926 le poste de Riddes où il tomba sur la brèche en 1928, en disant son bréviaire.
- 1915-1927 Pierre Guéron, né à Massongex en 1869, ordonné à Sion, en 1893, vicaire de Vissoie de 94 à 96, curé de St-Luc, de 96 à 97, curé de Nendaz de 97 à 1905, recteur de Grimentz de 1905 à 1915, puis curé de Port-Valais de 1915 à 1927 (15 septembre), enfin curé de Granges, où il mourut le 31 décembre 1930.
- 1927 Séraphin Pannatier, de Mase, né en 1900, étudia à Sion les lettres et la théologie. Prêtre en avril 1927, il prit possession de notre cure l'automne suivant.

1929 Gerard Knecht

## CHAPITRE 5.

### Confréries.

Au moyen-âge, des associations pieuses existaient dans toutes les paroisses, qui remplissaient le rôle social des comités actuels de bienfaisance et d'assistance. On connaît dans la nôtre les Confréries du Très Saint-Sacrement, du Saint-Rosaire et du Saint-Esprit.

La première est due à l'initiative des Révérends Pères Capucins, envoyés en mission dans le Valais. Elle était destinée à raviver la foi au dogme de la présence réelle, attaquée par les Novateurs.

Au culte de Notre-Seigneur, l'Eglise associait volontiers celui de sa Mère, recommandant partout la dévotion du Saint Rosaire. Cette Congrégation existait chez nous, à preuve l'autel de la Sainte Vierge dans l'ancienne église de Port-Valais.

Quant à la Confrérie, dite du Saint-Esprit, elle paraît à Port-Valais dès le XIII<sup>e</sup> siècle, et doit son nom au fait qu'elle faisait le lundi de Pentecôte, des « *donnes* » ou distributions de pain, de blé, même de viande. A sa tête, elle avait un ou deux prieurs qui veillaient aux intérêts de la Confrérie et aux distributions. Un acte du 16 octobre 1621 parle d'un mandat de 100 florins adressés à Claude Bussien par le gouverneur de Monthey, Balthasar Ambüel, en faveur de la Confrérie du Saint-Esprit. (1) Le 10 septembre 1613 « *François Chablex des Evouettes de dessous, reconnaît en faveur de cette association, représentée par les prieurs Amédée Puerpaz des Evouettes de dessus, et André Barchet d'Eydier sur Bouveret, la redevance d'un quarteron de froment pour la location d'une maison aux Evouettes et d'un pré « *Pran Vergier* » à Port-Valais.* » (2)

---

(1, 2) Archives locales.

De ces actes et d'autres semblables, il ressort que la Confrérie du Saint-Esprit possédait des fonds en argent, des terres avec bâtiments et greniers. Elle poursuivait son but charitable jusqu'aux temps modernes, où les communes, avec parfois l'assentiment de l'autorité ecclésiastique, affectèrent les revenus à d'autres intentions. Le souvenir de cette œuvre est rappelé aujourd'hui par la bénédiction des maisons, faite par le curé, le lundi de Pentecôte, et par l'existence d'un fonds de 200 frs prêté à la commune, qui en emploie les intérêts pour les frais du culte.

---

### Récents développements.

Le début du XX siècle marque un progrès pour notre commune.

Le Bouveret, en particulier, s'agrandit, s'embellit. Au début du siècle, des hôtels vastes et confortables se construisent pour recevoir les touristes, puis en 1913, l'église, si longtemps attendue, s'élève au-dessus du village, comme pour le couvrir de son ombre tutélaire. En 1912, l'on construit le débarcadère, que peuvent, avec raison, envier les ports du voisinage. Une jetée magnifique, longue de 200 mètres, qui coûta 60.000 fr., fait du Bouveret l'un des ports les plus spacieux et les plus sûrs du Léman.

Jusqu'en 1899, l'eau potable manquait au Bouveret. La santé des habitants se ressentait sans doute de cette lacune. Cependant, Emile Clerc, sur les indications du sourcier Yersin, entreprit des fouilles à ses frais, aidé de son frère Joseph et de quelques amis, découvrant à force de persévérance et de sacrifices une source de 3000 litres à la minute. Par convention du 9 mai 1897, la commune promettait de leur acheter l'eau à raison de 200 fr. le litre-minute, jusqu'à concurrence de 20.000 fr.

La société des eaux de Vevey-Montreux s'intéressant à l'entreprise, prit à sa charge la construction d'un tunnel de captation et les frais de canalisation à travers la plaine, cédant à la commune 450 litres-minute, qui alimentent aujourd'hui nos douze fontaines publiques. La compagnie installa même l'eau dans les ménages à raison de 18 fr. par an et par robinet.

Pour l'adduction de l'eau, Montreux construisit une passerelle sur le Rhône entre Bouveret et Noville, qui rend service depuis la disparition de l'ancien bac. Inauguré solennellement, ce moyen de communication contribuera à sortir Port-Valais de son isolement.

Moyennant une redevance annuelle de 1000 fr., la commune remit à l'Etat 200 litres-minute pour le service de l'établissement de pisciculture, érigé sur les bords du canal Stockalper.

A signaler encore dans le développement de Port-Valais, l'ouverture de deux routes forestières reliant les villages aux alpages des Plans et de « La Derotzia ». Commencées pendant la guerre, pour occuper les soldats oisifs, elles coûtèrent à la commune la somme de 55.000 fr. La route des Evouettes sert surtout à sortir les bois de sapin, celle du

Bouveret permet aux touristes de se rendre à Tanay, centre de belles excursions au Grammont, aux Jumelles, et aux Cornettes de Bise (2500 m.)

Notons une utile innovation. Les Evouettes, le 30 décembre 1930, obtenaient une halte des Chemins de fer fédéraux, après de laborieuses négociations.

Voilà un avantage qui contribuera, certes, à développer l'esprit d'initiative et l'activité de notre population.

### La cible.

Les « Petites Annales Valaisannes », n° de décembre 1931, contiennent les « Règles et ordonnances du jeu de cible de Port-Valais, tirées du registre original de 1736 ». Voilà qui semble porter sa fondation à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, vu que la société avait déjà une maison, des biens-fonds à amodier, un comité de trois membres ; le capitaine, le procureur et le secrétaire, avec des attributions bien déterminées.

Les élections s'en feront annuellement le premier dimanche de mai. Au capitaine de veiller aux intérêts de l'association. Il rendra compte de sa gestion, il amodiera (louera) les biens, moyennant caution. Le procureur veillera avec exactitude à l'observation du règlement et appliquera les peines prévues, sans partialité. Quant au secrétaire, il aura soin d'écrire fidèlement les boîtes et les coups des tireurs... les « nouveaux confrères, les coups de main, le vin bu et les ventes ».

Les sociétaires assisteront aux réunions. S'ils tirent, ils n'useront pas de charme ni de tromperie, chargeront leur fusil d'une balle, hors de la chambre du tir, n'employeront pas les armes des autres sans permission, ne tireront pas sans faire avertir par le tambour le « chèque » (le cibarre), ne lâcheront pas de coup mal chargé dans le tirage, sous peine d'amendes, consistant en argent ou en pots de vin.

Des prix récompensaient déjà les bons tireurs, qui ne pouvaient gagner que trois fleurs par année. Les non communiens n'auront droit qu'au troisième prix.

Pour recevoir les membres dans la société « on regardera s'il est de bonne vie ». Tout nouveau tireur payera un droit d'entrée ou de reconnaissance.

Défendu de blasphémer, de railler, de mépriser, de chercher querelle, de proférer des paroles déplacées, etc.

Tous les confrères assisteront à la grand'messe le jour de la St-Maurice, l'épée ou une baïonnette au côté, pour l'offrande. Chez nos ancêtres, la religion et l'honnêteté présidaient même au noble jeu de la Cible.

## LES CHATELAINS DU BOUVERET

---

Les Haut-Valaisans affermèrent d'abord notre territoire à la famille Tornery. En 1608, ils en firent une petite châtellenie, dont le titulaire habitera la Porte du Scex, chargé dès lors de l'administration de Port-Valais et de Vionnaz. Cet officier, choisi successivement dans les sept dizains se nommait en diète pour trois ans ; depuis 1672, pour deux ans seulement. Il faisait les rentrées et administrait la justice.

1608 Martin Kuntschen, pour Sion. — 1611 Jean Poirier, pour Sierre. — 1614 Théodule Mayenzett, pour Loèche. — 1617 Antoine Kalbermatter. — 1620 Georges Zuber. — 1623 Marc Streler. — 1626 Thomas Fotken. — 1629 Jean Dufrat. 1732 Etienne Courten. — 1635 Jacques Allet. — 1638 Jean Stockalper. — 1641 Antoine Leugenmatter. — 1644 Jean Lergien. — 1647 Pierre Biederbosten. — 1650 Paul Nicolas. 1654 Pierre Heinen. — 1657 Pierre Ambüel. — 1660 Nicolas Kalbermatter. — 1663 Jean Burgener. — 1666 Pierre Pfaffen. — 1669 Chrétien Schwick. — 1672 François de Riedmatten. — Pour la durée de deux ans :

1675 Jean Thanioz. — 1677 Jean Morenci. — 1679 Jean de Sépibus. — 1681 Etienne Ritter. — 1683 Jean Albert. — 1685 Adrien de Riedmatten. — 1687 Jean-Etienne Preux. 1689 Laurent de Vincis. — 1691 Gaspard de Riedmatten. — 1694 Nicolas Kalbermatten. — 1695 Jean Wolff. — 1697 Jean Schmidhalter. — 1699 Joseph Schwick. — 1701 François Mathieu Courten. — 1703 Joseph François Clavioz. — 1705 Jean Adrien Gassmann. — 1707 Jean Adrien Ambord. — 1709 Jean Nicolas Venetz. — 1711 Marc Antoine Tscherrig. — 1713 Jean Ignace Walker. — 1715 Jean

Barth. Kalbermatter. — 1717 Jean Joseph Masserey. —  
1719 Joseph Wyss et Georges Zuber. — 1722 Joseph Venetz.

. . . . .

1744 François Mathieu de Vineis. — 1746 Jean Julier. —  
1749 Jean Zmillacher. — 1751 N. N. représentant de Viège.  
1753 Joseph Ignace Perrig. — 1755 Antoine Mathieu Schi-  
ner. — 1757 Emmanuel Barberini. — 1759 Antoine Lovi-  
na. — 1761 Meinrad de Werra. — 1762 Narcisse Erpon. —  
1764 Hilaire Erpon. — 1767 Barthelémy Perrig. — 1769  
Chrétien Lagger. — 1771 Maurice de Torrenté. — 1773  
Pierre Antoine de Preux. — 1774 François Antoine de  
Chastonay. — 1775 François Aloïs Allet. — 1777 Chrétien  
Schnidrig. — 1779 Nicolas Huber. — 1781 Jost Inalbon. —  
1783 G. Sigristen, décédé en fonction. — 1784 Franç. Aug.  
Steffen. — 1785 Joseph Arnold Theiler. — 1787 Joseph  
Hyacinthe de Lovina. — 1789 Antoine Willa. — 1791 Adrien  
Walker. — 1793 Adrien Peter Andenmatten. — 1795 Adrien  
Walden. — 1797-98 Augustin de Riedmatten.

A l'élaboration de cette liste me servirent Furrer (286  
et 316 II vol.) avec de Rivaz, Rameau et d'Augreville, qui  
renferment des inexactitudes, surtout le premier. La page  
317 II vol. de sa statistique, par erreur, contient des noms  
de gouverneurs hauts-valaisans à St-Maurice.

---



## EPILOGUE

---

Nous voilà au bout de notre humble tâche. Vraiment, pour qui étudie les personnes et les choses d'antan, l'histoire de Port-Valais ne manque pas d'intérêt.

Le moyen-âge nous y apparaît d'abord avec tous les degrés de l'échelle sociale : les princes de Savoie, souverains du Chablais ; les comtes de Genevois, les chevaliers de la Tour de Peilz et leurs alliés, les nobles de Martigny ; relevant de l'abbaye de S. Michel de Cluse, près de Turin, le prieuré de Port-Valais, passé en commende au monastère de Lutry, puis à l'évêché de Lausanne au XV siècle ; vassaux de tous ces seigneurs des serfs taillables, mains-mortables attachés à la glèbe, dont quelques-uns se rachèteront peu à peu, pour devenir des hommes libres, astreints seulement au service militaire et à la justice seigneuriale ; le moyen-âge avec ses institutions, ses us et coutumes, ses mœurs, son morcellement de territoire ainsi que de juridiction.

Cependant, l'occupation de la plaine de Monthey, en 1536, avait, sur le désir des populations, placé notre localité sous la protection, en 1570 sous l'autorité des Magnifiques Seigneurs du Haut-Valais, qui firent de Port-Valais une petite châteltenie. Installé au château de la Porte du Scex, leur officier nommé en diète, gardait la frontière du côté de la Savoie et du Pays de Vaud.

Au milieu de compétitions de tant de droits, de pouvoirs, d'intérêt divers, la vie communale avait lentement germé sur notre coin de terre sous la suzeraineté de la Savoie, pour se développer ensuite sous la domination haut-valaisanne. De la sorte, successivement seigneurie ecclésiastique et châteltenie, Port-Valais passa par des phases bien diverses,

travaillant à se libérer ou se racheter des servitudes médiévales... jusqu'à la Révolution française en 1798.

La constituante provisoire du Valais réunie à St-Maurice, à cette date incorpora notre commune au dizain nouvellement créé de Monthey. Jouissant dès lors de l'indépendance, Port-Valais put se gouverner lui-même et progresser, en éliminant, par le rachat, les étrangers de son territoire, notamment de la Praille, livrée aujourd'hui à la culture. La construction du chemin de fer et l'établissement par la Confédération d'un poste de douane donnèrent à notre localité quelque importance, favorisant le commerce et l'industrie des hôtels. Cette dernière assurément, souffrit de la grande guerre. Mais, outre que la position riante du Bouveret au climat doux et reposant nous amène des hôtes durant la bonne saison, des centaines de visiteurs tous les beaux jours de l'année, l'esprit d'initiative et l'activité de ses habitants permettront à Port-Valais de surmonter la longue crise de l'après-guerre.

Puisse cette modeste étude faire mieux connaître et apprécier les qualités et les mérites de nos ancêtres. En apprenant les sacrifices qu'ils consentirent pour laisser à leurs descendants une terre libre et arrosée de leurs sueurs, nous nous attacherons toujours davantage au pays qui nous vit naître, à ses croyances, à ses institutions, à ses habitudes.

---

## ERRATA

Cet essai d'histoire de Port-Valais parut d'abord pendant trois ans dans notre « Bulletin » paroissial. Que le lecteur ne s'étonne donc pas de relever dans des articles séparés et imprimés par tranches successives, quelques lacunes et surtout des fautes d'impression. Voilà qui nous engage à inscrire une page d'errata.

10	31-32	au lieu de :	pâturage pour les bœufs, lisez : pâturage pour le gros bétail.
24	3	»	dier (Bouveret), lisez : Eydier (Bouveret).
29	16	»	le 3 novembre 1475, lisez : le 13 nov. 1475.
30	10-11	»	ainsi l'omnimode de juridiction, lisez : ainsi l'omnimode juridiction.
60	25	»	téléphone et plus à la portée, lisez : téléphone plus à la portée.
67	16	»	683 entre eux, lisez : 683 d'entre-eux.
68	7	»	possédaient un indivis, lisez : possédaient en indivis.
73	13	»	parce que ce situé, lisez : parce que situé.
75	12-13	»	La consécration en eut lieu, lisez : La consécration eut lieu.

---



# TABLE DES MATIÈRES

---

## SECTION I

### *Port-Valais sous la Savoie 1100-1536*

Chapitre	1. — Temps primitifs . . . . .	9
»	2. — Féodalité . . . . .	12
»	3. — La maison de Savoie . . . . .	14
»	4. — L'Abbaye de S. Michel de Cluse, seigneur temporel de Port-Valais . . . . .	16
»	5. — Les autres seigneurs de Port-Valais . . . . .	19
»	6. — L'administration judiciaire . . . . .	21
»	7. — Prestations au château de Chillon . . . . .	23
»	8. — Droits seigneuriaux . . . . .	25
»	9. — La Communauté . . . . .	27

## SECTION II

### *Port-Valais sous les Hauts-Valaisans 1536-1798*

Chapitre	1. — Occupation du Chablais par les Dizains . . . . .	29
»	2. — Le prieuré de Port-Valais passe aux Hauts-Valaisans en 1570 . . . . .	31
»	3. — Le châtelain du Bouveret et le château de la Porte du Scex . . . . .	33
»	4. — Administration de la justice . . . . .	35
»	5. — La communauté . . . . .	37
»	6. — Le service militaire . . . . .	39
»	7. — La Praille . . . . .	41
»	8. — Démêlés entre Port-Valais, la Tour de Peilz et les de Tornery . . . . .	43
»	9. — Ressources . . . . .	45
»	10. — Voies de communications . . . . .	47

## SECTION III

### *Le nouveau régime*

Chapitre	1. — Indépendance du Bas-Valais . . . . .	49
"	2. — Port-Valais sous le régime français . . . . .	52
"	3. — Administration judiciaire et civile . . . . .	54
"	4. — Ecoles . . . . .	56
"	5. — Bouveret tête de ligne de chemin de fer . . . . .	58
"	6. — Poste . . . . .	60
"	7. — Douane . . . . .	61
"	8. — Sociétés locales . . . . .	63
"	9. — Population . . . . .	66
"	10. — Ressources . . . . .	68
"	11. — Canal Stockalper . . . . .	70

## SECTION IV

### *Paroisse de Port-Valais*

Chapitre	1. — Le prieuré . . . . .	72
"	2. — Eglises de Port-Valais et Bouveret . . . . .	74
"	3. — Presbytères . . . . .	76
"	4. — Liste des desservants de Port-Valais . . . . .	77
"	5. — Confréries . . . . .	81
	Les châtelains du Bouveret . . . . .	83
	Epilogue . . . . .	85









